



International Plant
Genetic Resources Institute



Programme des Nations
Unies
pour le Développement



FEM/GEF
Fonds pour l'Environnement
Mondial

**“Gestion Participative des Ressources Phytogénétiques du Palmier
Dattier au Maghreb”
RAB/98/G31/A/1G/71**

**Evaluation Finale du Projet
Rapport Régional**

Elaboré par :

Chakib ZOUAGHI, Consultant associé, Groupe-Conseil Baastel
Abdelkader BAOUENDI, Consultant, Audit Environnemental

Mai 2006

Table des Matières

1	<u>RESUME ANALYTIQUE :</u>	3
	<i>1.1 Introduction à l'évaluation</i>	3
	<i>1.2 Contexte du projet</i>	3
	<i>1.3 Qualité de la conception et de la formulation du projet</i>	3
	<i>1.4 Mise en œuvre et innovation dans l'implémentation du projet</i>	4
	<i>1.5 Pertinence et atteinte des résultats</i>	4
	<i>1.6 Coût efficiente des résultats</i>	5
	<i>1.7 Durabilité des Effets et de Impacts</i>	5
	<i>1.8 Partenariats et cofinancements</i>	6
	<i>1.9 Réplicabilité du projet</i>	7
	<i>1.10 Conclusion</i>	8
	<i>1.11 Principales recommandations</i>	8
	<i>1.12 Principales leçons apprises</i>	9
2	<u>INTRODUCTION</u>	10
	<u>2.1 OBJET DE L'ÉVALUATION</u>	10
	<u>2.2 PRINCIPALES PROBLÉMATIQUES POSEES PAR L'ÉVALUATION</u>	10
	<u>2.3 METHODOLOGIE ET ORGANISATION DE L'ÉVALUATION</u>	11
	<i>2.3.1 Approche et outils d'évaluation</i>	11
	<i>2.3.2 Organisation de l'évaluation</i>	11
	<u>2.4 STRUCTURE DE L'ÉVALUATION</u>	11
	<i>2.4.1 Analyse documentaire :</i>	12
	<i>2.4.2 Entrevues avec les acteurs :</i>	12
	<i>2.4.3 Visite des sites du projet</i>	12
	<i>2.4.4 Évaluation régionale participative</i>	12
3	<u>CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT DU PROJET</u>	13
	<u>3.1 DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET :</u>	13
	<i>3.1.1 Rappel des objectifs du projet</i>	14
	<i>3.1.2 Coût et financement du projet</i>	15
	<i>3.1.3 Organisation des structures de l'équipe du projet et de ses partenaires</i>	15
	<i>3.1.4 Présentation des sites du projet:</i>	16
	<u>3.2 DEMARRAGE ET DUREE PREVUS DU PROJET</u>	16
	<u>3.3 PRINCIPAUX OBJECTIFS ET PRODUITS DIRECTS DU CADRE LOGIQUE DU PROJET</u>	16
	<u>3.4 AUTRES ACTEURS DU PROJET</u>	17
4	<u>ÉVALUATION DE LA FORMULATION INITIALE DU PROJET</u>	18
	<u>4.1 ANALYSE DE L'APPROCHE ET DE LA CONCEPTION DU PROJET</u>	18
	<i>4.1.1 Analyse de l'approche du projet</i>	18
	<u>4.2 ANALYSE DES OBJECTIFS DU CADRE LOGIQUE DU PROJET</u>	19
	<u>4.3 PERTINENCE DE LA CONCEPTION INITIALE DU PROJET</u>	19
	<i>4.3.1 Pertinence au niveau de la politique du FEM</i>	19
	<i>4.3.2 Pertinence au niveau des politiques nationales</i>	20
	<i>4.3.3 Pertinence au niveau des besoins nationaux et locaux</i>	20
	<u>4.4 NIVEAU D'APPROPRIATION ET D'IMPLICATION DES ACTEURS</u>	21
	<u>4.5 REPLICATION DE L'APPROCHE ADOPTEE POUR LE PROJET</u>	21
	<u>4.6 PRESENTATION DU NOUVEAU CADRE LOGIQUE DU PROJET (ADOPTE EN JANVIER 2004)</u>	21
	<u>4.7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS SUR LA FORMULATION DU PROJET</u>	22
	<u>4.7.1 LE PROJET EST ORIGINAL ET INNOVANT DANS SON APPROCHE ET SA CONCEPTION</u>	22
	<u>4.7.2 LA PERTINENCE DES OBJECTIFS AUX DIFFERENTS NIVEAUX DU LOCAL AU GLOBAL :</u>	22
	<u>4.7.3 LA PERTINENCE DES ACTIVITES/RESULTATS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS FIXES</u>	

	<u>INITIALEMENT</u>	22
4.7.4	<u>L'ANCRAGE INSTITUTIONNEL DU PROJET AU NIVEAU REGIONAL, NATIONAL ET LOCAL</u>	23
4.7.5	<u>LE MODE DE GESTION, DE SUIVI ET EVALUATION</u>	23
4.7.6	<u>LA REPLICABILITE DES ACQUIS PREVUE PAR LE PROJET</u>	23
5	<u>MISE EN ŒUVRE DU PROJET</u>	23
5.1	<u>OUTILS DE GESTION</u>	23
5.2	<u>SUIVI ET D'EVALUATION DU PROJET</u>	24
5.3	<u>LES INDICATEURS DE SUIVI D'EVALUATION ET D'IMPACT</u>	25
5.4	<u>NIVEAU DE PARTICIPATION DES ACTEURS</u>	26
5.5	<u>MODALITES D'EXECUTION ET DE MISE EN OEUVRE</u>	27
5.6	<u>PLANIFICATION FINANCIERE</u>	29
5.6.1	<i>Coût actuel par objectifs, produits et activités</i>	29
5.6.2	<i>Coût-efficience des réalisations</i>	32
5.6.3	<i>Gestion financière</i>	33
5.6.4	<i>Co-financements et partenariats avec les ONG</i>	34
6.	<u>RESULTATS, PRODUITS ET ATTEINTE DES OBJECTIFS</u>	36
6.1	<u>RESULTATS ATTEINTS ET OBJECTIFS REALISES</u>	36
6.1.1	<i>Évaluation des résultats de l'objectif 1</i>	37
6.1.2	<i>Évaluation des résultats de l'objectif 2</i>	39
6.1.3	<i>Évaluation des résultats de l'objectif 3</i>	39
6.2	<u>LES PRINCIPAUX IMPACTS DURABLES DU PROJET</u>	39
6.2.1	<i>Analyse des Impacts Durable au niveau de la biodiversité</i>	40
6.2.2	<i>Analyse des Impacts Durable au niveau économique et social</i>	42
6.2.3	<i>Analyse des Impacts Durable au niveau institutionnel</i>	43
6.4	<u>REPLICABILITE DU PROJET</u>	46
7	<u>RECOMMANDATIONS</u>	47
7.1	<u>RECOMMANDATIONS POUR LA DURABILITE DES ACQUIS APRES LE PROJET</u>	47
7.2	<u>RECOMMANDATIONS POUR LA REPLICABILITE DES POINTS FORTS DU PROJET</u>	47
7.3	<u>RECOMMANDATION POUR REpondre AUX NOUVEAUX BESOINS IMPULSES PAR LE PROJET</u>	50
8	<u>LEÇONS APPRISES</u>	51
9	<u>ANNEXES</u>	61

1 Résumé Analytique :

1.1 Introduction à l'Évaluation

L'évaluation finale du projet a été réalisée sous quatre angles différents : une évaluation nationale pour chacun des trois pays concernés (Algérie, Maroc et Tunisie) ainsi qu'une évaluation régionale portant sur l'ensemble du projet en tant qu'entité régionale.

L'évaluation a été réalisée dans une logique de recoupement d'informations et d'analyse sur la base de différentes sources dont essentiellement : les documents, rapports, études, supports d'information et de communication, entrevues avec les acteurs/bénéficiaires du projet, visites sur le terrain de laboratoires et d'oasis.

La pleine collaboration de l'équipe du projet et de celle de ses partenaires ont rendu possible la visibilité autour des acquis du projet et de leurs durabilités, elle a permis de mesurer le niveau de participation des acteurs dont les agriculteurs, le secteur privé et bien entendu les institutions gouvernementales locales et nationales ou encore les ONG.

1.2 Contexte du projet

Le projet porte sur les ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis des pays du Maghreb où le sous-secteur dattier occupe une place très importante dans le secteur agricole. Il vise à supprimer les obstacles qui s'opposent à la lutte contre l'érosion génétique des palmiers dattiers dans la région du Maghreb, à savoir : 1) la menace de remplacement posée par les variétés des programmes nationaux qui favorisent la multiplication et la diffusion de quelques variétés seulement; et 2) les forces du marché qui encouragent les agriculteurs à ne cultiver que quelques variétés de palmiers de haute valeur commerciale au détriment de toute une gamme d'autres variétés.

Le projet est axé sur des activités qui contribueront à accroître le nombre de variétés de palmiers cultivées in situ par rapport aux projections des scénarios de la ligne de base, plutôt qu'à promouvoir une augmentation des rendements ou une expansion de la demande commerciale. En effet, l'une des principales causes de la vulnérabilité des oasis reste la monoculture de quelques variétés au détriment du patrimoine génétique ancestral du palmier dattier qui est peu à peu remplacé par des variétés jugées par le marché comme à plus haute valeur ajoutée mais toujours très vulnérables à certaines maladies qui peuvent leur être fatales.

L'une des plus importantes menaces est la maladie du "Bayoudh", menaçant le palmier dattier dans le Maghreb et pouvant causer la déstabilisation des écosystèmes oasiens jusqu'à la disparition de certains d'entre eux, avec toutes les conséquences que cela comporte sur le plan social, culturel, économique, démographique et environnemental.

1.3 Qualité de la conception et de la formulation du projet

L'approche et la conception du projet sont basées sur les aspects suivants :

- Intégration de l'approche participative dans la conservation des ressources phylogénétiques du palmier dattier ;
- Intégration de la conservation in situ et ex situ dans une vision d'ensemble pouvant jouer un rôle complémentaire et synergique ;
- La conservation in situ apporte le matériel génétique et garantit sa durabilité et son développement de façon naturelle ;
- La conservation ex situ multipliant et conservant des variétés incapables de se multiplier naturellement in situ ;
- Participation des acteurs locaux et nationaux dans une approche transversale du diagnostic à la multiplication voire même la production ;
- Tenter d'intégrer les dimensions économiques (forces du marché), les dimensions culturelles et sociales locales (savoir-faire locaux, valorisation), les dimensions scientifiques et techniques (recherche en biotechnologie) ainsi que les dimensions juridiques (réglementation des pays en matière d'échange de germoplasme) ;

- La dimension régionale du projet entre les trois pays Algérie, Maroc, Tunisie dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable des ressources ;
- La dimension de valorisation du palmier dattier et de ses sous-produits dans son écosystème.

1.4 Mise en œuvre et innovation dans l'implémentation du projet :

Le projet a montré qu'il était très important de :

- bien sélectionner les coordonnateurs régionaux et nationaux. ;
- bien sélectionner l'Agence d'Exécution ainsi que ses partenaires ;
- d'adapter le cadre logique et les indicateurs de suivi & évaluation ;
- d'adopter une répartition budgétaire entre les trois pays et le niveau régional ;
- d'utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- d'adopter un même système comptable durant toute la durée de vie du projet ;
- de développer les partenariats et d'impliquer tous les acteurs locaux concernés par la gestion des ressources génétiques du palmier dattier ;
- Le projet a su montrer qu'il est possible de confier un tel projet à une ONG « à caractère international » ayant le capital « de crédibilité » d'une institution internationale telle que IPGRI. Cette double casquette est fort appréciable car elle compense la situation que pourraient rencontrer des ONG « classiques ». Cette conclusion est tirée des différents résultats atteints et des commentaires collectés auprès des partenaires du projet aussi bien au niveau local que national et régional.
- Les ONG locales et les organisations professionnelles et les privés sont de solides partenaires pour un tel projet.
- Pour atteindre les résultats attendus du projet, la formulation des activités et des résultats a été révisée à mi-parcours du projet suite aux nouvelles orientations du FEM basée sur la Gestion Axée sur les Résultats et des recommandations de l'évaluation à mi-parcours.

1.5 Pertinence et atteinte des résultats

- Le projet a cherché à renforcer la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques du palmier dattier conformément à la politique du FEM. Il a développé d'importantes actions de sensibilisation ayant permis la prise de conscience et de mesures concrètes par les trois pays dans la conservation des ressources génétiques du palmier dattier.
- La dimension de la participation des populations exploitantes dans les oasis et des acteurs locaux a permis de sélectionner les variétés de palmier dattier à conserver tout en accordant une place de choix à la dimension sociale et l'amélioration durable des revenus des agriculteurs.
- Les réponses apportées par les activités du projet sont pertinentes et apportent des réponses concrètes et durables à la lutte contre l'érosion génétique du palmier dattier dans les oasis du Maghreb, aussi bien par la conservation in situ que par l'implication de la recherche-développement dans la multiplication in vitro des variétés de palmier dattier. Plus de 70 cultivars de palmier dattier nouvellement introduits dans les laboratoires pour multiplication en grand nombre (26 en Algérie, 20 au Maroc et 29 en Tunisie).
- Des équipes pluridisciplinaires ont été formées à la méthodologie de diagnostic participatif pour l'inventaire, la description et la présélection des cultivars dans les oasis, ayant permis d'identifier au total 893 cultivars dans les sites du projet, dont 240 nouveaux cultivars identifiés pour la première fois et d'enrichir la connaissance de la diversité génétique du palmier dattier dans le Maghreb.
- Une centaine de cultivars dont une bonne partie est en voie de disparition ou considérées comme très rares a été présélectionnée de façon participative et consensuelle entre les agriculteurs et les chercheurs. Les descripteurs ethnobotaniques du palmier dattier ont été préparés avec une intense participation des agriculteurs et édités des catalogues des variétés ont été publiés.
- Une nouvelle base de données des ressources génétiques du palmier dattier a été mise sur pied et de nouvelles techniques pour collecter les informations GRIS-SIPALM ont été vulgarisées et utilisées dans les oasis des trois pays avec les compétences locales
- Le projet a pris en compte l'écosystème oasien dans son ensemble en axant les interventions sur le palmier dattier dans ses composantes génétiques, économiques, sociales et culturelles.

- Des échanges entre les spécialistes de la multiplication in vitro du palmier dattier ont été initiés et ont permis le partage des expériences entre les différents laboratoires impliqués dans la multiplication du palmier dattier au Maghreb.
- Des échanges entre les agriculteurs des oasis du Maghreb ont été développés ayant permis un partage des expériences et des leçons apprises sur la culture du palmier dattier ;
- Des études législatives et phytosanitaires du palmier dattier dans les 3 pays du Maghreb ont été menées et leurs conclusions vulgarisées en vue de renforcer et harmoniser les mesures en faveur de l'échange de germoplasme.
- Des nombreux supports de communication audiovisuels ont été élaborés pour mieux faire connaître la diversité biologique du palmier dattier ainsi que l'importance de la participation de la société civile tout en démontrant les intérêts sociaux et économiques.

1.6 Coût-efficience des résultats

Le projet est jugé comme « Efficient » dans l'ensemble. Compte tenu du budget très limité alloué initialement et de sa durée de 5 ans. Et compte tenu de ses capacités à avoir drainé des ressources supplémentaires ainsi que grâce à sa forte dynamique participative. L'objectif central du projet a été largement atteint à savoir le renforcement des capacités de conservation et de multiplication des variétés de palmiers dattiers.

- Le Résultat 1 est « Efficient » avec 87% du budget dépensés le projet a permis de découvrir 39 nouvelles variétés introduites en laboratoire ainsi que renforcé la conservation ex situ et in situ. Le projet a également permis de renforcer l'équipement des laboratoires dans les trois pays et a augmenté considérablement les capacités nationales à multiplier les variétés in vitro. Le projet a également permis d'identifier au 893 cultivars dans les sites du projet, dont 240 identifiés la première fois.
- Le Résultat 2, est « Moyennement Efficient », car en dépit des études réalisées, le projet dans sa formulation initiale a été trop optimiste et n'a pas pris en compte les délais nécessaires pour agir sur les forces du marché.
- Si le Résultat 3 est « Très Efficient » étant donné les résultats atteints en matière de sensibilisation sur la diversité des ressources Phytogénétiques du palmier dattier et la nécessité de la conserver in situ et ex situ. Le recours à l'approche participative a fortement augmenté l'efficience de ce résultat. Des échanges entre les trois pays ainsi que des synergies entre institutions locales, nationales et internationales ont permis de réduire les couts, de mobiliser des ressources additionnelles ainsi que de renforcer les résultats dans le domaine de la sensibilisation et l'impulsion d'initiatives dans le domaine de la gestion durable des ressources Phytogénétiques.
- Par ailleurs, les activités régionales nécessitent des budgets importants (frais de transport utilisant souvent l'avion, frais de séjours etc.). Ces dépenses incompressibles pour mener à bien les activités participatives et les réunions tripartites, augmentent également ce montant. Une leçon peut être tirée dans ce sens où les budgets de projets régionaux gagneraient à planifier des ressources budgétaires suffisantes et propres à la dimension régionale de la coordination du projet.

1.7 Durabilité des Effets et des Impacts

La durabilité des Impacts et des Résultats a été jugée Très Satisfaisante au niveau de :

- La stratégie de la biodiversité au niveau des trois pays et des institutions partenaires du projet
- Les instruments économiques et financiers créés
- Les adaptations institutionnelles contribuant à la durabilité
- L'appropriation de la problématique à la base et au niveau local
- Le développement de nouveaux projets et plans d'actions issus du projet

La durabilité des renforcements des capacités et des effets des formations menées par le projet est jugée satisfaisante.

Les principaux impacts identifiés sont :

au niveau de la biodiversité

Le projet a contribué :

- A une meilleure connaissance de la diversité biologique du palmier dattier dans chacun des trois pays
- Au renforcement des capacités de communication et d'échange d'information sur la diversité biologique du palmier dattier dans chacun des trois pays ;
- Au renforcement des capacités de conservation et de multiplication ex situ dans les trois pays ;
- Au renforcement des capacités de Conservation in Situ renforcée dans les trois pays ;
- Au renforcement de la gestion participative des ressources génétiques ;

au niveau économique et social

Le projet a contribué :

- Au renforcement et diversification des sources de revenus des populations locales et des agriculteurs ;
- Au renforcement des revenus des femmes rurales et autres acteurs ;
- A la valorisation des variétés communes de dattes et des sous-produits du palmier dattier ;
- Au renforcement de la dissémination et de la transmission du savoir-faire local.

au niveau institutionnel

Le projet a contribué :

- Au changement et à la prise de mesures au niveau politique et institutionnel dans les trois pays en faveur du renforcement de la conservation de la diversité biologique du palmier dattier
- Au renforcement des capacités des INRA dans la connaissance, la conservation et la multiplication des ressources génétiques du palmier dattier
- A l'adaptation de l'IPGRI aux exigences de la gestion de projets participatifs de développement et acquisition d'expérience significative dans ce domaine
- Au renforcement direct et indirect des ONG actives au niveau de la conservation et/ou valorisation de la diversité biologique du palmier dattier et/ou de l'oasis

1.8 Partenariats et cofinancements

- Le projet a développé l'engagement des organisations gouvernementales partenaires (INRA et Ministères de l'Agriculture qui ont apporté tout l'appui à IPGRI pour exécuter ce projet , des bureaux du PNUD dans les 3 pays, des organisations non gouvernementales et du Programme du Micro financement du FEM en Tunisie et au Maroc qui a développé un partenariat très solide avec le projet.
- Le projet a joué le rôle de mobilisateur et de catalyseur, partant d'initiatives locales jusqu'à celles nationales et régionales. Ce rôle a donné de nombreuses impulsions aux ONG et aux centres de Recherche tout comme aux agriculteurs et autres organisations gouvernementales.
- Les impulsions se sont traduites parfois des conventions et des partenariats basés sur des synergies et sur le renforcement des capacités humaines, institutionnelles, techniques et matérielles. Au total 21 conventions ont été signées directement avec le projet :
 - En Algérie, 4 ONG ont signé 7 conventions
 - Au Maroc, 4 ONG ont signé 4 conventions
 - En Tunisie 7 ONG et 3 groupements de base ont signé 10 conventions
- Le renforcement direct et indirect des capacités des ONG actives au niveau de la conservation et la valorisation de la diversité biologique du palmier dattier a permis aux ONGs de planter plus de 10.000 rejets appartenant à plus de 35 variétés menacées dans les oasis. Ces plantations ont été réalisées avec implication directe des agriculteurs et appui du projet.
- Le projet a réussi à développer un réel partenariat avec les acteurs locaux et nationaux pour des activités qui sont directement prévues dans le cadre logique.
- Le projet a développé d'importantes opportunités de mobilisation de cofinancements. La contribution totale est estimée à 7,75 millions de dollars EU répartir-en à 5,25 millions de dollar EU en espèce et en 2,5 millions de dollar EU en nature.
- Les cofinancements ont été à l'origine de la réplique des activités du projet sur de nombreux sites non prévu initialement par le cadre logique du projet avec l'implication des ONGs et des

organisations de base dans les oasis.

1.9 Réplicabilité du projet

La replicabilité des acquis du projet concerne les aspects suivants :

- Reproduire la combinaison de deux modes de conservation in situ et ex situ est une démarche intégrée et fortement recommandée pour les projets de conservation de la biodiversité.
- Renforcer la synergie entre recherche et développement. La nécessité de combiner les deux éléments pour atteindre cet effet synergique qui a démontré une haute efficacité au niveau national et local.
- Le renforcement de la participation des « véritables » gestionnaires de la biodiversité (agriculteurs, paysans etc.) est un élément clé pour la réussite de la conservation génétique. L'autre intérêt de répliquer une telle démarche participative est lié à l'aspect fondamental de « l'utilisation durable des ressources phytogénétiques », cet aspect ne peut être conçu de façon efficace sans la participation des acteurs ruraux.
- Les banques de gènes qui sont en projet dans les trois pays vont trouver ici une bonne base méthodologique et d'approche pour la conservation ex situ des variétés de palmier dattier, des inventaires ayant déjà été élaborés dans chacun des pays et cela peut profiter aux autres variétés végétales plus largement.
- L'induction d'un changement au niveau politique et institutionnel est l'un des principaux acquis qui doit être au centre des futures interventions dans ce domaine.
- Le renforcement de la dimension maghrébine pour le traitement des questions liées à la diversité biologique. Cette dimension doit s'inspirer du succès de la coopération et du partenariat « décentralisé » entre les agriculteurs, les corporations et les laboratoires de recherche. Ces collaborations ont souvent apporté de réponses trouvées auprès du pays voisin ou au niveau de la région.
- La participation du secteur privé est également un élément à prendre en considération pour le succès de ce genre de projet qui touche non seulement aux aspects biodiversité du point de vue génétique et biotechnologique mais également du point de vue économique et social. Cette expérience doit être considérée comme pilote au niveau de son effort à aborder la question du point de vue économique, social et environnemental.
- La solide coopération entre le projet et le programme de micro financements du FEM a permis la multiplication des activités du projet sur de nombreux sites dans les régions des sites du projet, avec une implication active des ONGs. Cette même implication a été à l'origine de la mobilisation d'importantes ressources financières additionnelles pour la conservation des RG du palmier dattier dans les oasis.

1.10 Conclusion

L'objectif global du projet qui consiste à « Connaître, conserver in situ et utiliser d'une façon durable la diversité génétique du palmier dattier dans les oasis du Maghreb » a été atteint. En effet, les résultats permettent de conclure que :

- ✓ 30% des cultivars menacés dans les sites du projet ont été conservés in situ
- ✓ et que l'indice de la population génétique pour les 30% conservés est maintenu au niveau minimum de dégradation à la fin du projet

Les objectifs 1 et 3 ont été entièrement atteints voir on dépassés les résultats escomptés tandis que l'objectif 2 n'a été atteint que partiellement. Les aspects liés aux activités pour contrer les forces du marché sont restés au stade d'études et d'expérimentation isolée. Tant-dis-que les aspects liés aux études sur la réglementation sur les échanges de germoplasme n'a pas trouvé l'écho souhaité au sein des politiques nationales des trois pays. Par ailleurs, la grande majorité des acquis sur les conservations in situ et ex situ sont durables en particulier au niveau de :

- ✓ La stratégie de la biodiversité au niveau des trois pays et des institutions partenaires du projet
- ✓ Les instruments économiques et financiers créés
- ✓ Les adaptations institutionnelles contribuant à la durabilité
- ✓ L'appropriation de la problématique à la base et au niveau local
- ✓ Le développement de nouveaux projets et plans d'actions issus du projet

L'évaluation montre que le projet est efficient dans l'ensemble et que l'objectif 1 et 2 sont moyennement efficaces alors que l'objectif 3 est très efficace.

L'ensemble des activités ont un niveau de pertinence élevée par rapport aux résultats et objectifs du projet.

Le projet a également développé de nombreux partenariats et a su collecter des fonds à concurrence de plus de 5,25 millions de dollars dont le quart en nature.

La durabilité des renforcements des capacités et des effets des formations menées par le projet est jugée satisfaisante, elle dépend essentiellement de la prise en conscience nationale et locale à ce niveau. Des recommandations sont portées à ce sujet dans le paragraphe suivant.

1.11 Principales recommandations

Tous les ingrédients sont là pour assurer une durabilité accrue de certains autres résultats, en particulier aux relatifs aux renforcements des capacités. Il suffit d'articuler certains acquis et de mettre en place des mécanismes économiques et financiers simples et efficaces entre les différents acteurs au niveau local et national.

Recommandations pour renforcer la durabilité des effets et impacts du projet :

Il est indéniable que le potentiel de multiplication des variétés communes des palmiers dattiers a été accru de façon significative ; les infrastructures ont été renforcées ainsi que les capacités humaines et techniques. Il est tout de même fortement recommandé de :

- Les INRAs doivent œuvrer à restituer une partie des vitroplants aux agriculteurs pour renforcer la conservation in situ et maintenir le processus participatif initié.
- Renforcer la dynamique participative en impliquant d'avantage les ONG locales existantes
- Renforcer la coopération entre les INRAs des trois pays principalement en matière de sauvegarde de la biodiversité oasienne
- Poursuivre les travaux de caractérisation et d'enregistrement variétal du palmier dattier
- Œuvrer à mettre en œuvre ce qui a été prévu dans la proposition réglementaire
- Renforcer les partenariats initiés par le projet grâce à l'intervention des structures nationales
- Valoriser les résultats et recommandations des études réalisées dans le cadre du projet en particulier les études portant sur les marchés alternatifs et sur les échanges de germoplasmes.
- Vulgariser les descripteurs du palmier dattiers élaboré par le projet

Recommandation pour une meilleure réalisabilité du projet par le projet :

- Continuer à développer les capacités des laboratoires de culture in vitro au niveau des technologies autres que celles utilisées à ce jour : une forme de « veille technologique » et à renforcer la capacité de production de vitroplants en terme de nombre, de taux de réussite et de nombre variétal et assurer le maintien des postes pourvus grâce au projet dans les laboratoires pour la conservation ex situ
- Développer un partenariat avec des pépinières du secteur privé qui vont avoir un rôle complémentaire à la conservation in situ et ex situ, elles formeront un « pont » entre les deux afin de renforcer la capacité de production nationale des variétés sollicitées sur actuellement sur le marché et en prévision des changements dans les types de variétés produites.
- Au niveau des politiques nationales et locales il est recommandé de clarifier le sens des textes législatif dans le domaine des échanges de germoplasme. le travail de vulgarisation et de diffusion de l'information entre les institutions spécialisées ainsi qu'au niveau national reste à faire et constitue en ce sens un besoin mis en évidence ou renforcé par le projet.
- Au niveau de la dimension maghrébine le projet a démontré qu'une coopération décentralisée entre les pays est plus efficace qu'une coopération institutionnelle pour la conservation de la biodiversité. I est recommandé que les INRA continuent à jouer un rôle significatif dans l'appui et les partenariats avec les ONG et le secteur privé. Ces initiatives peuvent trouver également des échos auprès des

institutions de coopération nationales et internationales.

- En matière de sensibilisation il est recommandé que les ONG prennent la relève du projet et poursuivent les activités de sensibilisation.

1.12 Principales leçons apprises

Le projet nous a permis de dégager les leçons majeures suivantes :

- L'approche participative dans la conservation et la gestion durable des ressources phytogénétiques du palmier dattier est efficace ;
- La combinaison entre la conservation in situ et ex situ des ressources génétiques du palmier dattier présente des intérêts synergiques ;
- L'approche systémique « système oasien » est plus pertinente que celle basée uniquement sur le palmier dattier pour la conservation et la gestion durable des ressources phytogénétiques du palmier dattier ;
- Les micro-financements sont très efficaces dans ce genre de projet qui renforce la capacité des acteurs locaux et se basent sur l'approche participative et les synergies entre acteurs locaux et nationaux.
- La conservation de la biodiversité est à l'origine de sources de revenu supplémentaires des usagers des ressources naturelles.
- L'érosion génétique peut être réduite significativement par la lutte efficace contre les forces du marché. A condition que cette lutte s'enregistre sur une période suffisamment longue.
- L'ancrage institutionnel a un grand impact sur le succès du projet et sur les résultats atteints.
- La sensibilisation des décideurs politiques est à l'origine d'importantes mesures pour la conservation des ressources génétiques et l'amorçage d'un processus de changement au niveau de la politique de conservation de la biodiversité dans les 3 pays du Maghreb.
- La prise de mesures concrètes pour limiter l'érosion génétique du palmier dattier ainsi que et une meilleure connaissance des textes de lois qui régissent le transfert de matériel génétique dans chacun des pays, sont à l'origine d'importants changements dans le processus de gestion des ressources génétiques du palmier dattier ;
- Le rôle joué par la société civile (agriculteurs, ONG et secteur privé) dans la conservation de la biodiversité a été très important et enrichissant pour tous les acteurs locaux et nationaux.
- L'implication des ONGs a drainé d'importantes ressources financières additionnelles mobilisées pour la préservation des ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis
- L'approche participative est à l'origine du renforcement et du partenariats entre OGs et ONGs
- La valorisation du savoir-faire local et de la dimension culturelle liée à la biodiversité sont à l'origine de la sa préservation.
- La dynamique participative permet une appropriation de la problématique de préservation des ressources génétiques du palmier dattier par les agriculteurs et les chercheurs au même temps.

2 Introduction

2.1 Objet de l'évaluation

En dépit du fait que l'évaluation doit permettre de mesurer le niveau des résultats et impacts atteints par le projet en question, d'autres aspects encore plus importants sont attendus d'une évaluation finale particulièrement concernant un projet considéré par les acteurs concernés comme innovateurs dans son approche et sa mise en œuvre pour la conservation in situ de la biodiversité. Dans ce sens une telle évaluation s'attend à tirer les principales leçons à tous les niveaux dont essentiellement la formulation initiale du projet, les outils de gestion et de suivi développés en milieu de parcours, l'efficacité de la démarche du projet dans son contexte et hors de son contexte spécifique, la durabilité des acquis, le coût efficacité des principaux produits du projet. L'approche préconisée pour l'évaluation finale du projet doit tout aussi prendre en considération plusieurs perspectives dans la façon de traiter certain nombre de problématiques liées à cet exercice.

2.2 Principales problématiques posées par l'évaluation

Les problématiques posées par l'évaluation concernent essentiellement la formulation du projet, sa gestion, ses produits/résultats, ses innovations, ses effets et ses impacts attendus, la durabilité de ses acquis et sur l'ancrage institutionnel dans un contexte local, national et régional ainsi que la pertinence au niveau local, national, régional sans oublier par rapport à la politique actuelle et future du FEM. Ces questions ne signifient pas que nous faisons abstraction d'autres aspects bien que plus mineurs, peuvent constituer des éléments intéressants selon le contexte ou la nature de la leçon apprise. Plus en détails, les problématiques abordées touchent donc plusieurs aspects dont :

- 1 la formulation du projet afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des projets futurs dans le domaine de la biodiversité ; les sources potentielles de blocages ou de difficultés dans les projets de même nature à identifier
- 2 la durabilité des réalisations et/ou des processus mis en place
- 3 les résultats/objectifs atteints par le projet; les impacts attendus ;
- 4 la mise en œuvre du projet ; les innovations au niveau technique, managérial et institutionnel pour relever les obstacles et difficultés rencontrées ;
- 5 le niveau de participation des acteurs à tous les niveaux ; le niveau d'appropriation à la fin du projet ;
- 6 les leçons à tirer sur l'ancrage institutionnel d'un tel projet régional mutilateur ; tirer les leçons générales au niveau régional et contextuelles aux niveaux nationaux dans la perspective d'en faire un outil utile autant que possible pour le FEM ainsi que pour le PNUD, sans oublier que le rapport national est destiné essentiellement aux acteurs nationaux et locaux du projet ;
- 7 la pertinence/l'efficacité de la préservation des ressources phytogénétiques du palmier dattier via l'approche participative menée ;
- 8 les domaines prioritaires découlant de cette expérience dans le domaine de la diversité biologique plus spécifiquement au niveau des régions oasiennes d'Afrique du Nord.

Afin de mener à bien cette mission, l'équipe d'évaluation a entrepris des consultations auprès du Coordonnateur Régional du Projet et de ses collègues nationaux, ainsi qu'auprès des Coordonnateurs PNUD des trois pays concernés portant sur la méthodologie d'évaluation proposée sur la base des termes de références produites par le projet ainsi que la politique du FEM dans l'évaluation.

2.3 Méthodologie et organisation de l'évaluation

2.3.1 Approche et outils d'évaluation

L'évaluation du projet est conçue de façon modulaire où des rapports nationaux vont s'agréger en rapport régional sur les trois pays concernés. Cette agrégation sera plus qu'une simple compilation, il s'agit bel et bien d'une perspective régionale dans le traitement des problématiques posées par l'évaluation finale. Ce rapport dit "régional" constitue un outil pour le GEF, le PNUD ainsi que les trois pays sans oublier l'agence d'exécution du projet "IPGRI". L'évaluation finale consiste à interviewer les principaux partenaires, acteurs et bénéficiaires à tous les niveaux : local, national et régional. Elle se base également sur l'analyse des rapports et études produits par le projet. Se base également sur l'observation directe en laboratoire de biotechnologie, sur terrain, ou directement dans les oasis.

Par ailleurs, l'approche utilisée est directement inspirée des dernières directives du FEM concernant la politique de suivi et évaluation des projets financés par l'institution.

Le Bureau du suivi et de l'évaluation (BSE) du FEM a ainsi récemment proposé une nouvelle politique d'évaluation basée sur la norme internationale pour rendre les opérations du FEM plus efficaces du double point de vue des coûts et des résultats. Ce projet a été présenté à la réunion en novembre 2005 du Conseil du FEM. Le processus de consultation actuel a déjà permis d'accroître la participation des services d'évaluation des Agents d'exécution (l'IPGRI en l'occurrence pour ce projet) et de définir plus clairement les rôles et les responsabilités au sein de la famille du FEM. Le BSE s'attache principalement à réaliser des évaluations indépendantes, à établir des normes et à superviser le travail de suivi et d'évaluation. Portant aussi sur la participation des pays et des autres acteurs, la nouvelle politique du FEM confirme le caractère participatif du suivi et de l'évaluation de l'institution.

La politique établit des obligations minimales pour les activités financées par le FEM et réalisées par les Agents et Organismes d'exécution, qui doivent être prises en compte au stade de la conception, du

déroulement et de l'évaluation des projets. Ainsi, le travail de suivi et d'évaluation devra être pris en compte dès la conception des projets au moyen de plans concrets, inscrits au budget et comportant des indicateurs, des données témoins et des obligations. À terme, le travail de suivi et d'évaluation est sensé avoir des effets positifs sur les résultats et les réalisations du FEM.

Cette nouvelle politique devrait entrer en vigueur d'ici la fin de l'année, après approbation du Conseil.

2.3.2 Organisation de l'évaluation

L'évaluation finale du projet a été réalisée sous quatre angles différents : une évaluation nationale pour chacun des trois pays concernés (Algérie, Maroc et Tunisie) ainsi qu'une évaluation régionale portant sur l'ensemble du projet en tant qu'entité régionale.

L'équipe d'évaluation composée de deux consultants a programmé cette évaluation selon un planning pour l'ensemble de la mission (au niveau régional).

2.4 Structure de l'évaluation

L'évaluation a été réalisée dans une logique de recoupement d'informations et d'analyse sur la base de différentes sources dont essentiellement : les documents, rapports, études, supports d'information et de communication, entrevues avec les acteurs/bénéficiaires du projet, visites sur le terrain de laboratoires et d'oasis.

Les visites des réalisations sur le terrain ont fortement aidé dans l'exercice d'évaluation finale, du point de vue de la contextualisation et de la compréhension de l'ensemble des dimensions du projet régional. Ces visites de terrains ont été également enrichies par des interviews individuels et de groupe nécessaires pour commenter les observations faites. Des photos ont également été prises pour relever certaines réalisations.

Les interviews individuelles et de groupes et les visites de terrains ont été largement privilégiées conformément aux nouvelles directives du bureau des évaluations du FEM et conformément aux termes de références émises pour cette mission. Les interviews ont été réalisées aussi bien au niveau régional, que national et local.

Une matrice d'évaluation a été préparée par l'équipe d'évaluateurs afin de mieux cibler les informations et mieux les compléter. Cet outil préparé sur-mesure constitue également un élément majeur facilitant le traitement des informations et l'analyse nécessaire à l'évaluation.

Un questionnaire d'auto-évaluation a été préparé en vue d'aider l'équipe d'évaluateurs dans leur exercice ainsi que d'aider les membres de l'équipe du projet dans un exercice original d'auto-évaluation. Les 56 questions ont permis au Coordinateur Régional, aux Coordinateurs Nationaux ainsi qu'à leurs collaborateurs de faire l'exercice de s'auto-évaluer sur la base d'éléments objectifs et subjectifs judicieusement choisis à cet effet par les évaluateurs.

Cette démarche vise également à concrétiser la nouvelle politique d'évaluation participative du FEM. Elle permettrait également aux acteurs de renforcer leurs capacités d'auto-évaluation s'ils étaient amenés à gérer d'autres projets GEF à l'avenir.

2.4.1 Analyse documentaire :

En dépit du nombre considérable des documents produits, la pertinence et l'abondance des documents à disposition rend primordiale la nécessité de cibler les thèmes de l'évaluation. La matrice d'évaluation produite (voir annexe correspondante) a permis de mieux cibler les informations recherchées et à faire participer l'équipe du projet dans l'identification des sources d'informations disponibles au moment de l'évaluation. L'exercice fut très intéressant du point de vue de son efficacité à fournir les éléments nécessaires pour le bon déroulement d'un tel exercice.

Il est à noter que la pleine collaboration de l'équipe du projet dans les pays concernés par le projet a rendu faisable une telle démarche d'évaluation participative à tous les niveaux, dans ce sens, l'équipe a par exemple effectué une compilation d'informations pertinentes et disponibles à l'état "brut" tels que le nombre de variétés de palmier dattier conservées par le projet, ou encore le nombre de variétés sauvegardées *in situ* et *ex situ*.

2.4.2 Entrevues avec les acteurs :

La pleine collaboration de l'équipe du projet et de celle de ses partenaires ont rendu possible la visibilité autour

des acquis du projet et de leurs durabilités, elle a permis de mesurer le niveau de participation des acteurs dont les agriculteurs, le secteur privé et bien entendu les institutions gouvernementales locales et nationales ou encore les ONG.

En Algérie et en Tunisie plus d'une vingtaine d'interviews ont été nécessaires dans chacun des pays pour réaliser cette évaluation, la multiplication des partenariats au cours de la mise en place de ce projet a augmenté considérablement depuis l'évaluation à mi-parcours réalisée fin 2003. Bien que la plupart des interviews réalisées se sont déroulées de façon individuelle, certaines d'entre elles se sont déroulées en groupe pouvant atteindre jusqu'à vingt personnes. Dans les 3 pays les Comités locaux se sont réunis spécialement pour permettre à l'évaluateur de disposer d'éléments d'information directement avec les agriculteurs et avec les membres du comité local du projet.

2.4.3 Visite des sites du projet

Un programme détaillé par pays a été réalisé pour chacun des pays évalués, une liste de personnes rencontrées par pays a également été préparée afin de permettre leurs rencontres le cas échéant. Le programme détaillé présenté dans ce rapport n'est pas dans sa version initiale mais dans sa forme finale tel que réalisé.

2.4.4 Evaluation régionale participative

Une séance d'évaluation participative du projet a été organisée à Ghardia à l'occasion de la tenue de l'atelier de clôture du projet. Les acteurs impliqués dans le projet dans les 3 pays ont participé à cette évaluation.

3 Contexte de développement du projet

La maladie du " Bayoudh " menaçant le palmier dattier dans le Maghreb constitue une menace de déstabilisation des écosystèmes oasiens pouvant aller jusqu'à la disparition de certains d'entre elles avec toutes les conséquences que cela comporte sur le plan social, culturel, économique, démographique et environnement. L'une des principales causes de cette vulnérabilité reste la monoculture de quelques variétés au détriment du patrimoine génétique ancestral du palmier dattier qui est peu à peu remplacé par des variétés jugées par le marché comme à plus haute valeur ajoutée mais toujours très vulnérables à certaines maladies qui peuvent leurs être fatales.

Il nous paraît nécessaire de rappeler cette perspective d'avant projet et de la placer dans un contexte d'après projet afin de mesurer l'importance des acquis attendus et relevés. En effet, "ce projet vise à supprimer les obstacles qui s'opposent à la lutte contre l'érosion génétique des palmiers dattiers dans la région du Maghreb, à savoir : 1) la menace de remplacement posée par les variétés des programmes nationaux qui favorisent la multiplication et la diffusion de quelques variétés seulement; et 2) les forces du marché qui encouragent les agriculteurs à ne cultiver que quelques variétés de palmiers de haute valeur commerciale au détriment de toute une gamme d'autres variétés.

Le projet est axé sur des activités qui contribueront à accroître le nombre de variétés de palmiers cultivées in situ par rapport aux projections des scénarios de ligne de base, plutôt qu'à promouvoir une augmentation des rendements ou une expansion de la demande commerciale".

Le projet porte sur les ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis des pays du Maghreb où le sous-secteur dattier occupe place très importante dans le secteur agricole.

En Algérie, « le secteur agricole représente 10 % du PIB de l'Algérie. Le pays importe 70 % de ses besoins de nourriture. Les cultures les plus importantes pour la consommation domestique, en termes de production, sont les céréales (blé et orge), mais les dattes sont la deuxième source de devises de l'Algérie après les hydrocarbures. »

Au Maroc, « à l'heure actuelle, les dattes ne représentent pas une part importante de la production agricole nationale, principalement en raison du bayoud. Toutefois, dans les oasis du sud du Maroc, les ventes de dattes constituent la part la plus substantielle des revenus des agriculteurs. »

En Tunisie, la production des dates de la zone méridionale aride du pays occupe une place importante dans le secteur agricole. Le Gouvernement tunisien encourage les nouvelles plantations ainsi que la conversion des oasis traditionnelles pour la production de variétés orientées vers l'exportation. Les

données disponibles indiquent que sur l'ensemble de la production des oasis tunisiennes, la variété Deglet-Nour (destinée à l'exportation), qui ne représentait en 1906 que 2,3 % de la production totale comptait pour 52 % dans la production totale de dattes en 1991 et plus de 75% en 2005.

3.1 Description sommaire du projet :

"Dans les oasis du Maghreb, plusieurs variétés et francs (Khalt) de palmier dattier sont menacés de disparition. Différents facteurs sont à l'origine de cette érosion génétique: l'orientation sélective vers les plantations monovariétales (Deglet Nour) dictée par les forces du marché, la salinisation des sols, l'urbanisation, l'ensablement, la maladie du bayoud au Maroc et en Algérie, les feuilles cassantes en Tunisie. Ces différents facteurs constituent une importante menace pour la biodiversité. En effet, les oasis du Maghreb renferment plusieurs centaines de cultivars dont un nombre important est menacé de disparition.

La démarche du projet consiste à sauvegarder la diversité génétique du palmier dattier et les écosystèmes oasiens, le projet RAB 98 /G31 (Gestion participative des ressources phyto-génétiques du palmier dattier dans les oasis du Maghreb: 2001-2005) est mis en oeuvre en vue de lutter essentiellement contre les deux facteurs principaux qui menacent la diversité génétique du palmier dattier :

- la menace de remplacement posée par certains programmes nationaux qui ne favorisent que la multiplication et la diffusion de quelques variétés seulement,
- les forces du marché encourageant les agriculteurs à ne cultiver qu'un nombre restreint de variétés de haute valeur commerciale au détriment d'une gamme de variétés très diversifiée.

Ainsi, il a été fixé trois objectifs :

- a) préserver la diversité génétique du palmier dattier sur les sites sélectionnés : Degache et Chénini-Gabès en Tunisie, les oasis de la région du Mzab (Ghardaia) en Algérie et les oasis de Fezouata et Aoufous au Maroc ;
- b) lutter contre les forces du marché qui causent une érosion génétique des palmiers dattiers in situ ;
- c) améliorer le coût efficacité du projet par la sensibilisation des communautés aux buts du projet, le suivi, la gestion adaptative, la coordination entre l'ensemble des acteurs et la reproduction des meilleures pratiques du projet sur d'autres sites soumis à des problèmes de dégradation génétique".

3.1.1 Rappel des objectifs du projet

Comme le projet vise à lever les obstacles qui s'opposent à la lutte contre l'érosion génétique des palmiers dattiers dans trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie), à savoir :

- la menace de généralisation de la monoculture et le remplacement par les seules variétés dont les produits ont une grande valeur commerciale sur les marchés
- les forces du marché qui encouragent les agriculteurs à ne cultiver que quelques variétés de palmiers dattiers de grande valeur commerciale au détriment de toute une gamme d'autres variétés qui étaient cultivées.

Ses activités sont axées sur la conservation *in situ* et la multiplication des variétés de palmiers menacées de disparition

Suite à la formulation du nouveau cadre logique du projet en commun accord avec les responsables et spécialistes du FEM en janvier 2004 à Alger, 4 résultats sont attendus du projet :

Résultat 1 : *Capacités nationales renforcées en matière de multiplication et d'échange d'un grand nombre de cultivars de palmier dattier*

Résultat 2 : *Echange de germoplasmes promu dans un cadre institutionnel et légal approprié*

Résultats 3: *Des marchés alternatifs identifiés et initiés pour des produits du palmier dattier susceptibles de lutter contre l'érosion génétique*

Résultat 4 : *Les conditions de réplification et de durabilité des résultats du projet assurées au niveau des décideurs et des agriculteurs*

La mise en œuvre du projet a été basée sur l'approche participative impliquant tous les acteurs et principalement les agriculteurs.

Les activités du projet comprennent :

- 1) une présélection in situ participative pour accélérer le processus de sélection des variétés en vue de leur multiplication;
- 2) l'adaptation de techniques permettant de multiplier une gamme élargie de variétés de palmiers dattiers ayant été présélectionnée d'une façon participative

- 3) le développement de marchés alternatifs pour les produits des palmiers
- 4) le renforcement des capacités nationales en matière de négociations des droits de propriété des caractéristiques génétiques dans le cadre de partenariats "gagnants sur tous les tableaux";
- 5) la reproduction des meilleures pratiques du projet sur d'autres sites.

Le projet s'est fixé **trois objectifs** immédiats à travers **14 produits** :

Objectif immédiat 1 : Accroître la capacité nationale de multiplication des palmiers dattiers pour multiplier un nombre plus élevé de variétés qu'il n'est possible de le faire actuellement en vue de leur utilisation par les agriculteurs. Cet objectif comporte 5 produits prévus.

Objectif immédiat 2 : Lutte contre l'érosion génétique des variétés de palmiers dattiers in situ causée par les forces du marché. Cet objectif comporte 5 produits prévus.

Objectif immédiat 3 : Sensibilisation aux activités du projet et encouragement des échanges et de la reproduction des activités et des meilleures pratiques du projet ayant fait leurs preuves. Cet objectif comporte 4 produits prévus.

3.1.2 Coût et financement du projet

Le projet est financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le budget alloué par le FEM au projet est de 2 778 767 Dollars.

Les apports des gouvernements (en nature) prévus au départ à 698 000 \$EU, repartis en 216 194 \$EU pour l'Algérie, 238 324 \$EU pour la Maroc et 268 324 \$EU pour la Tunisie. Le coût total du projet est estimé à l'origine à 3 476 767 \$ des EU

3.1.3 Organisation des structures de l'équipe du projet et de ses partenaires

L'organigramme du projet, présenté ci-après, montre que l'organisme d'exécution est l'IPGRI (International Plant Genetic Resources Institute) et que dans chacun des 3 pays, un comité directeur national et des comités locaux opérationnels de site sont mis en place. Un Coordonnateur régional et des coordonnateurs nationaux ont été recrutés pour assurer le suivi opérationnel des activités du projet.

Les INRA ont accueilli les unités de coordination du projet dans chacun des 3 pays. L'unité de Coordination Régionale a été accueillie au centre de l'INRA Tunisie à Dégache dans le Gouvernorat de Tozeur.

La conception de la mise en œuvre du projet, selon sa formulation initiale, est décrite ci-après :

Comités Directeurs Nationaux

Le Comité Directeur National se réunit au moins une fois par an pour examiner le budget et les programmes de travail du projet, et pour fournir des conseils sur la pertinence du projet par rapport aux priorités nationales et aux activités en cours. Le président du comité est choisi par les membres du Comité directeur national et a l'autorité requise pour convoquer des réunions ad hoc supplémentaires aux fins de faciliter les activités du projet, Le coordonnateur régional est le secrétaire de séance des réunions du Comité Directeur National. Il convient de l'ordre du jour de la réunion en consultation avec le président du comité et enregistre le procès-verbal des délibérations et des décisions du comité.

Comités locaux opérationnels des sites

Les réunions des comités locaux opérationnels des sites ont lieu sur invitation du coordonnateur national au moins une fois par an. La composition des comités varie d'un site à l'autre, mais comprend le coordonnateur national, les représentants locaux de l'organisme de mise en œuvre, le personnel de projet intéressé, les représentants des ONG et des groupements communautaires participants, et les représentants des autres projets en cours pertinents. Les membres du comité communiquent au coordonnateur national des informations en retour sur la mise en œuvre des activités du projet, fournissent des conseils techniques et apportent leur concours au processus d'établissements des programmes de travail et des budgets annuels.

Organisme d'exécution

L'IPGRI est l'agence d'exécution du projet. Il est responsable au premier chef de la planification et de la gestion générale des activités du projet, y inclus de la supervision des agences partenaires et de la gestion et de

l'audit de l'emploi des ressources du PNUD. L'IPGRI a accès aux fonds du PNUD sur demande des agences partenaires, et tient les documents de rapports financiers et comptables relatifs aux fonds du projet. L'IPGRI est chargé de la responsabilité générale du suivi et de l'évaluation du projet et, avec l'assistance des agences d'exécution établira les rapports requis par le PNUD. L'IPGRI est responsable envers les comités Directeurs Nationaux du projet et le PNUD pour ce qui a trait à la production des produits, à la réalisation des objectifs du projet et à l'emploi des ressources du PNUD.

Partenaires de l'organisme d'exécution dans les pays

Les Partenaires de l'organisme d'exécution dans les 3 pays sont les INRA. Ils sont chargés de l'exécution des activités du projet, notamment les achats et la fourniture des intrants et leur conversion en produits du projet. Les Partenaires de l'organisme d'exécution dans les 3 pays sont responsables envers leur Comité Directeur National et l'organisme d'exécution pour ce qui a trait à la qualité et à l'efficacité des services fournis, et des activités exécutées, au respect des calendriers et à l'emploi des fonds alloués au projet.

Au niveau régional, la coordination du projet est assurée par le Coordinateur Régional.

Dans chaque pays les activités sont coordonnées par un coordonnateur National

3.1.4 Présentation des sites du projet:

Les sites sélectionnés dans le formulation initiale du projet sont : les oasis de la région du Mزاب (Ghardaia) en Algérie, les oasis de Fezouata et Aoufous au Maroc et les oasis de Degache et de Chénini-Gabès en Tunisie.

Les sites du projet ont été choisis sur la base des critères suivants :

- 1 Diversité à l'intérieur des espèces de palmiers dattiers ;
- 2 Présence et diversité d'autres espèces non améliorées et cultivars adaptés au niveau local
- 3 Gravité de la menace pour la diversité des oasis ;
- 4 Combinaison des menaces pour la diversité dans l'optique de la reproduction des activités ;
- 5 Présence d'ONG locales et d'organisations de base intéressées avec lesquelles le projet pourrait coopérer.

3.2 Démarrage et durée prévus du projet

Initialement, le démarrage du projet était prévu en 1999, sauf que pour plusieurs raisons, le démarrage administratif ne s'est fait qu'en août 2000 avec la sélection d'un candidat au poste de Coordonnateur Régional du Projet. Sur le plan du démarrage des activités, ce n'est qu'en début 2001 que le projet s'est vu démarrer réellement avec la mise en place de la structure de gestion du projet au niveau régional (prise de fonction du Coordonnateur Régional) et au niveau national (sélection et mise en place des structures de Coordination Nationales).

Nous prendrons début 2001 comme date de référence pour la suite de l'évaluation, ce fait peut être imputé à la dimension régionale du projet et au processus de sélection des candidats pour occuper les différents postes de coordinateur (régionaux et nationaux). Le projet ainsi s'est déroulé de 2001 à 2005. Nous expliquerons plus loin dans notre rapport les sources de ces décalages au niveau de certaines activités.

3.3 Principaux objectifs et produits directs du Cadre Logique du projet

L'objectif global du projet est de connaître, conserver in situ et utiliser d'une façon durable la diversité génétique du palmier dattier dans les oasis du Maghreb.

Le but est de conserver In Situ des variétés menacées de disparition dans les sites du projet dans les 3 pays.

Deux indicateurs d'impact ont été retenus :

- indicateurs d'impact 1 : 30% des cultivars menacés dans les sites sont conservés in situ à la fin du projet
- indicateurs d'impact 2 : Indice de la population génétique pour les 30% des cultivars conservés est maintenu au niveau minimum de dégradation à la fin du projet

Suite à la formulation du nouveau cadre logique du projet en commun accord avec les responsables et spécialistes du FEM en janvier 2004 à Alger, 4 résultats sont attendus du projet.

Résultat 1 : Capacités nationales renforcées en matière de multiplication et d'échange d'un grand nombre de cultivars de palmier dattier

Résultat 2 : Echange de germoplasmes promu dans un cadre institutionnel et légal approprié

Résultats 3: Des marchés alternatifs identifiés et initiés pour des produits du palmier dattier susceptibles de lutter contre l'érosion génétique

Résultat 4: Les conditions de réplcation et de durabilité des résultats du projet assurées au niveau des décideurs et des agriculteurs

Les 16 produits attendus du projet (après révision du cadre logique) sont :

Produit 1.1. Structures nationales et locales capables de suivre les résultats du projet

Produit 1.2 : Une grande diversité de cultivars est présélectionnée en commun accord avec les agriculteurs.

Produit 1.3 : Capacité de multiplication d'un grand nombre de cultivars accrue

Produit 1.4 : Capacité de gestion pour conserver les ressources génétiques in situ renforcée

Produit 2.1 : Proposition de nouvelles réglementations achevée et discutée au niveau des décideurs y compris les aspects phytosanitaires

Produit 2.2 : Institutions concernées formées pour l'application des nouvelles dispositions réglementaires

Produit 2.3 Capacité nationale de caractérisation des cultivars renforcée dans le contexte des accords de transfert de germoplasmes (MTA)

Produit 3.1 : Etude du marché des produits du palmier dattier réalisée

Produit 3.2 : Marchés alternatifs retenus testés et évalués au niveau national

Produit 3.3 : Sensibilisation des acteurs des filières de produits du palmier dattier au niveau international

Produit 4.1 : Un guide méthodologique sur la gestion des ressources du palmier dattier préparé et diffusé

Produit 4.2 : Un guide de bonnes pratiques culturelles du palmier dattier préparé et diffusé

Produit 4.3 : Une campagne d'information et de sensibilisation au niveau des décideurs, des agriculteurs et du public planifiée et mise en œuvre

Produit 4.4 : Formation sur la planification participative de la gestion des R.G du palmier dattier

Produit 4.5 : Réplication du projet au niveau d'autres sites initiée et suivie

Produit 4.6 : Des partenariats entre le projet et les OG et ONG établis

3.4 Principaux acteurs du projet

Les principaux acteurs du projet sont :

a) les structures propres du projet :

- 1 l'Unité de Coordination Régionale,
- 2 les Comités Nationaux,
- 3 les INRA,
- 4 les Coordonnateurs Nationaux,
- 5 les Comités locaux des sites

b) les acteurs agissant à un niveau régional :

- 5 le PNUD,
- 6 IPGRI
- 7 Les INRA des trois pays (représentants les 3 gouvernements)

c) les acteurs agissant à un niveau national :

- l'IPGRI
- les INRA des 3 pays
- Les bureaux de pays du PNUD
- Les laboratoires spécialisés en multiplication des plants
- Les chercheurs de l'université et des instituts et des centres de recherche
- Les ONG actives au niveau de la biodiversité
- Les organisations professionnelles (Unions des agriculteurs, les Groupement Interprofessionnels , les industriels , commerçants et artisans spécialisés dans la valorisation des produits et sous-produits du palmier dattier.
- Les médias

d) les acteurs agissant à un niveau local :

- Les structures locales gouvernementales de recherches spécialisées travaillant sur le palmier dattier,
- Les agriculteurs oasiens
- Les ONG actives localement
- Les institutions de développement agricoles (offices de développement et organismes publiques de

développement agricole)

- Les entrepreneurs privés spécialisés dans la commercialisation des dattes et des produits du palmier dattier.
- Les médias principalement les radios locales

4 Évaluation de la formulation initiale du projet

4.1 Analyse de l'approche et de la conception du projet

4.1.1 Analyse de l'approche du projet

- Le projet montre que les modes de conservation *in situ* et *ex situ* doivent être perçus comme complémentaires, le projet a su combiner ces modes de conservations via le rapprochement entre chercheurs en laboratoire et agent de développement et agriculteurs considérés comme producteurs et détenteur matériel génétique souvent rare, voire même en voie de disparition ;
- La dimension participative a été pertinente pour de tels objectifs, reste que les activités planifiées ont été très en deçà de la réalité des besoins d'une telle démarche ;
- Les moyens financiers d'un tel projet étalé sur 5 sites répartis sur 3 pays et sur 5 ans sont évidemment insuffisants. Par contre, le nouveau système comptable du PNUD semble mieux adapté pour un projet de cette nature, le contraste relevé avec l'évaluation à mi-parcours conforte bien cette idée ;
- Le choix des sites gagnerait à être plus souple dans un projet étalé dans le temps et devant s'adapter aux nouvelles réalités locales et aux priorités nationales. Par ailleurs, les instances et organismes internationaux ne font pas exception à la règle y compris pour le GEF et le PNUD ;
- L'ancrage institutionnel a posé de nombreuses questions, sur le partage des responsabilités qui est resté flou durant toute la durée du projet, la distinction entre responsables gouvernementaux et exécutants n'est pas évidente à comprendre par les différents acteurs du projet, la relation entre IPGRI et les INRAs n'a pas été clarifiée dès la conception du projet et cela a eu comme conséquences de frictions dont le projet aurait pu s'en passer compte tenu des moyens temporels et financiers limités.
- L'agence d'exécution a eu un statut d'ONG dans les pays concernés par le projet, alors que tous les INRAs avaient pour coutume de traiter avec l'institution connue comme centre de recherche international sur les ressources phylogénétiques, cet élément est venu s'ajouter au manque de clarification dès le départ.
- L'agence d'exécution (IPGRI) a également adopté une double comptabilité, celle de l'IPGRI et celle exigée par le PNUD, compliquant inutilement la gestion et occupant en permanence des ressources du projet. Cette expérience démontre que les projets de cette nature institutionnelle, doivent tenir compte de ces clarifications dès la formulation du projet.

4.2 Analyse des objectifs du Cadre Logique initial du projet

L'équipe du projet a du réviser le cadre logique à plusieurs reprises afin de le coller à la réalité des résultats attendus et envisageables. La dernière modification majeure a été inspirée à la fois grâce aux recommandations faites lors de conclusions des rapports d'évaluation à mi parcours, et également grâce à la nouvelle méthode de gestion du PNUD (système ATLAS) qui est davantage orienté vers la GAR (Gestion Axée sur les Résultats). Cette nouvelle norme correspond d'avantage aux besoins de souplesse et de simplifications comptables liant ainsi les inscriptions comptables directement avec les activités et produits attendus ainsi qu'à leurs contributions au niveau des objectifs spécifiques et globaux. Voici le nouveau cadre logique utilisé par l'équipe du projet depuis janvier 2004 :

Ce projet est un exemple intéressant du point de vue des leçons à tirer sur le plan de la formulation du cadre logique. En effet, la durée prévue de 5 ans est manifestement insuffisante pour réaliser pleinement les objectifs 1 et 2 :

- 1 La formulation de l'objectif 1 visant à renforcer les capacités nationales de multiplication et de conservation ainsi que l'utilisation durable des ressources Phylogénétiques du palmier dattier a été trop optimiste. La durée de toute la chaîne de production de vitroplants dépasse de loin les prévisions

de la durée du projet. Une durée de 10 à 15 ans aurait été nettement plus appropriée. Sachant que le diagnostic participatif nécessite environ 2 ans et que la multiplication des vitroplants nécessite une moyenne de 2 ans et demi s'ajoutant à cela les délais nécessaires pour l'acclimatation qui dure environ 5 à 7 ans selon les variétés. Par la suite il faut attendre 3 à 6 ans supplémentaires pour atteindre les premières productions. Il est donc nécessaire de réviser et d'adapter les projets portant sur la conservation et l'utilisation des ressources génétiques en fonction des cycles biologiques des espèces et variétés en question.

- 2 L'objectif 2 visant à lutter contre les forces du marché est bien surdimensionné par rapport aux moyens financiers et humains du projet. S'ajoutant à cela l'analyse des risques qui ont été sous-estimés dans la mesure où ce résultat est en dehors de la sphère de maîtrise du projet. Par ailleurs, la plupart des effets attendus dans ce sens ne seront visibles qu'après une période de 10 à 15 ans après la fin du projet. Une étude d'impact ex-post serait souhaitable et envisageable dans un délai de 5 à 10 ans.
- 3 L'objectif 3 visant à sensibiliser les partenaires, acteurs et agriculteurs sans oublier les instances gouvernementales a été l'ouverture la plus explicite à l'approche participative, bien que les activités spécifiques dans ce domaine soient limitées. L'un des points faibles majeurs dans cet objectif a été les produits liés au changement de la réglementation en matière d'échange de germoplasme et de matériel génétique lus généralement. Ce produit sort naturellement de la sphère de maîtrise du projet et se trouve donc entre les mains des responsables des politiques nationales de chacun des trois pays sans oublier les accords internationaux dans ce domaine.
- 4 Les indicateurs de suivi et évaluation ont été révisés à mi-parcours ainsi que les outils de gestion et de communication. Les indicateurs prévus initialement dans le cadre logique se sont avérés inappropriés et répondant peu aux normes de qualités standard d'indicateurs de suivi et évaluation.

4.3 Pertinence de la conception initiale du projet

Le projet est né d'un constat et d'une volonté partagée des trois pays concernés et pour cause, la maladie du « bayoud » qui menaçait les écosystèmes sahariens et oasiens avec toutes les conséquences que cela pouvait avoir sur les aspects sociaux et économiques. Les raisons qui ont montré le principal bailleur de fonds étaient quelque peu différentes.

4.3.1 Pertinence au niveau de la politique du FEM

Le projet relève du Programme opérationnel du FEM pour les écosystèmes des terres arides et semi-arides et du domaine multisectoriel de la dégradation des terres. Il répond directement à l'exigence prévue dans la Stratégie opérationnelle concernant le Programme opérationnel des terres arides et semi-arides, énoncée comme suit : «On accordera une importance particulière à la démonstration et à l'application de techniques, d'outils et de méthodes visant à préserver les cultures traditionnelles et les espèces animales dans leur habitat d'origine.» ...

La participation des populations locales dans cette conservation et cette utilisation durable des ressources génétiques est également un facteur prioritaire dans la nouvelle politique du FEM. Le niveau d'implication et d'appropriation nationales et locales est un autre aspect de ces priorités.

Il est évident, au vu des activités de la ligne de base, que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie prennent d'ores et déjà des mesures visant à assurer la conservation des palmiers dattiers et des ressources génétiques de leurs oasis.

La Tunisie possède des collections de sécurité d'espèces rares de palmiers dattiers, plante un petit pourcentage de variétés traditionnelles dans les nouvelles plantations, et continue d'effectuer des relevés dans les oasis pour déterminer la diversité génétique des palmiers dattiers et autres espèces afin de surveiller l'érosion génétique, sans oublier la création d'un centre de recherche phoenicicole dédié au palmier dattier.

L'Algérie possède, aussi, des collections de sécurité d'espèces de palmiers dattiers et d'autres ressources génétiques des oasis et s'est déclarée désireuse de développer toute une gamme de variétés de palmiers dattiers pour l'amélioration et la multiplication.

Le Maroc a institué un Comité national des ressources phytogénétiques chargé de gérer les activités de protection des ressources génétiques; il possède trois collections de sécurité de variétés de palmiers dattiers et a, lui aussi, manifesté son désir d'accroître le nombre de variétés à multiplier et à distribuer aux agriculteurs.

Toutefois, ces initiatives de conservation des ressources génétiques disposent de moyens financiers limités et

se situent essentiellement au niveau national. Les activités du projet iront au-delà de scénarios de base visant la satisfaction des intérêts nationaux, afin de préserver la diversité génétique d'une gamme élargie de variétés en vue de l'obtention d'avantages mondiaux.

4.3.2 Pertinence au niveau des politiques nationales

Le secteur des palmiers dattiers prend une place considérable et est appelé à se développer dans les prochaines années. Toute menace sur la biodiversité du palmier dattier se traduit par une plus grande sensibilité et vulnérabilité des palmeraies et des écosystèmes oasiens. Les oasis du Maghreb constituent un « grenier » de ressources phytogénétiques impressionnant. Ce projet constitue donc sur le plan de la diversité génétique une priorité environnementale indéniable. Cette diversité biologique considérable est menacée par la prédominance de la Deglet Nour et de quelques autres variétés communes.

Au niveau de la politique agricole, il est indéniable que ce projet prête main forte à l'avenir afin de limiter l'érosion phytogénétique et faire prendre conscience de l'intérêt d'une telle conservation et utilisation durable du patrimoine génétique phoenicicole.

Au niveau de la recherche en biotechnologie, l'intervention du projet est également une nécessité vu que la mise à niveau des laboratoires de recherche dans ce domaine est nécessaire et que la conservation in situ ne suffit pas puisque certaines variétés une fois à l'âge adulte ne produisent plus de rejets les menaçant ainsi de disparition. La capacité de multiplication et la sauvegarde de certaines espèces est tributaire de la capacité réelle de multiplication in vitro.

4.3.3 Pertinence au niveau des besoins nationaux et locaux

Au niveau social et culturel, les réformes agraires entreprises par les gouvernements dans les années quatre-vingt ont eu pour conséquence l'érosion des savoir-faire locaux liés à l'entretien des oasis et aux pratiques ancestrales, la rareté ou la disparition de pratiques a eu de nombreuses conséquences sur l'état des oasis et sur la propagation de certaines maladies ou parasites. Sans oublier les pratiques de valorisation des sous-produits de la datte.

Au niveau de l'économie locale, les filières des dattes étaient encore en voie de s'organiser, la participation des agriculteurs restait limitée et les forces du marché tiraient vers la seule variété Deglet Nour ayant pour effet la chute des prix lors d'une année à haut rendement.

Au niveau des pratiques locales, la réintroduction de certains métiers et certaines pratiques pouvant employer les catégories les plus vulnérables demeurent pertinente.

4.4 Niveau d'appropriation et d'implication des acteurs

Le projet dans sa formulation initiale n'a pas suffisamment pris en compte l'effort nécessaire pour la mise en place d'une « véritable » approche participative. Ce constat peut être fait pour tous les objectifs du projet qui devaient mieux tenir compte des aspects propres à la démarche participative recherchée.

L'autre point saillant dans ce sens, c'est la nécessité de tirer la leçon en ce qui concerne les délais pour l'obtention des premiers résultats concrets de la mise en place d'une telle démarche participative, et la nécessité d'adopter voire de développer des indicateurs qualitatifs reflétant les véritables acquis dans ce domaine. Celle-ci aspect a été en partie à l'origine de « frustrations » compréhensibles et souvent chroniques de la part de l'équipe en charge du projet, elle a d'ailleurs entrepris des innovations et adaptations aussi bien au niveau des outils de gestion que de la formulation nuancée des objectifs en donnant à l'approche participative une place particulière.

À mi-parcours, l'équipe de projet a profité de l'occasion de l'adoption par le PNUD du nouveau système de gestion (ATLAS) et des recommandations de l'évaluation à mi-parcours pour matérialiser un certain nombre d'adaptations sur les objectifs, produits et surtout activités, basés sur une approche plus axée sur les résultats.

4.5 Réplication de l'approche adoptée pour le projet

S'il y a bien un élément où le projet s'est surpassé, c'est bien sur cette question de répliquabilité. Le projet dans sa formulation initiale avait prévu cette dimension comme une activité isolée, ce qui bien entendu n'est pas aussi efficace que la prise en compte de cet élément dans chacun des acquis du projet où chacun des produits a fait l'objet d'une prise en compte réelle de sa capacité à être répliqué entre les pays du Maghreb

D'autres formes de répliquations qui ont été absentes explicitement dans la formulation du projet, sont le

développement de partenariats dans le sens où le projet se donnait un rôle de catalyseur qui va souvent de pair avec l'approche participative, l'implication du secteur privé et des ONG n'a pas eu la place qu'elle aurait pu avoir dans la formulation initiale du projet au même titre que celle des institutions gouvernementales tels que les INRA. Ce constat nous amène à attirer l'attention des différentes parties sur la nécessité de mieux prendre en compte cet aspect à l'avenir. Cet aspect a aussi des conséquences sur la préparation et la prise en compte de la durabilité des acquis du projet auprès de ce type d'acteurs autres que les institutions gouvernementales.

4.6 Présentation du nouveau cadre logique du projet (adopté en Janvier 2004)

En janvier 2004, juste après l'évaluation à mi-parcours du projet, il a été discuté avec l'appui de l'équipe du GEF, New York, du cadre logique du projet à la lumière des résultats du projet. Ainsi, un nouveau cadre logique a été préparé où les « *objectifs immédiats* » du document initial du projet devenaient des résultats que le projet devait atteindre. Les activités relatives aux accords de transfert de germoplasmes, (MTA) ont été insérées dans un nouveau résultat (objectif). L'objectif global du projet a été reformulé ainsi : **Connaître, conserver in situ et utiliser d'une façon durable la diversité génétique du palmier dattier dans les oasis du Maghreb**, en remplacement de 3 « objectifs immédiats » initiaux. 4 résultats au lieu des 3 objectifs immédiats dans le document initial du projet ont été définies et se présentent comme suit :

Résultat 1 : Capacités nationales renforcées en matière de multiplication et d'échange d'un grand nombre de cultivars de palmier dattier

Résultat 2 : Échange de germoplasme promu dans un cadre institutionnel et légal approprié

Résultat 3 : des marchés alternatifs sont recherchés et développés pour utiliser le maximum de cultivars afin de lutter contre les forces actuelles du marché

Résultat 4 : Les conditions de réplique et de durabilité des résultats du projet assurées

4.7 Conclusion et recommandations sur la formulation du projet

Le projet constitue une innovation sur les éléments suivants :

4.7.1 *Le projet est original et innovant dans son approche et sa conception*

L'approche du projet est sans contester innovatrice à plus d'un titre :

- 1 Intégration de l'approche participative dans la conservation des ressources phylogénétiques du palmier dattier ;
- 2 Intégration de la conservation in situ et ex situ dans une vision d'ensemble pouvant jouer un rôle complémentaire et synergique ;
- 3 La conservation in situ apporte le matériel génétique et garantit sa durabilité, et son développement de façon naturelle ;
- 4 La conservation ex situ multipliant et conservant des variétés incapables de se multiplier naturellement in situ ;
- 5 Participation des acteurs locaux et nationaux dans une approche transversale du diagnostic à la multiplication voir même la production ;
- 6 Tenter d'intégrer les dimensions économiques (forces du marché), les dimensions culturelles et sociales locales (savoir-faire locaux, valorisation), les dimensions scientifiques et techniques (recherche en biotechnologie) ainsi que les dimensions juridiques (réglementation des pays en matière d'échange de germoplasme) ;
- 7 La dimension régionale du projet entre les trois pays Algérie, Maroc, Tunisie dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable des ressources ;
- 8 La dimension de valorisation du palmier dattier et de ses sous produits dans son écosystème;

4.7.2 *La pertinence des objectifs aux différents niveaux du local au global :*

- 1 Le projet cherche à renforcer la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques du palmier dattier conformément à la politique du FEM ;
- 2 La prise de conscience et les mesures concrètes entreprises par les trois pays dans la conservation des ressources génétiques du palmier dattier sont indéniables et conformes aux critères de sélection du FEM ;

- 3 La dimension de la participation des populations et acteurs locaux conforte la nouvelle orientation du FEM dans la sélection des projets visant à protéger la biodiversité ;
- 4 La dimension sociale et l'amélioration durable des revenus des agriculteurs, voire même de lutte contre la pauvreté sont pertinentes dans ce projet puisqu'elles apportent des réponses concrètes et durables à ce sujet ;
- 5 La dimension du projet favorise une prise en compte de l'écosystème oasien et non pas seulement le produit de la datte ou le palmier dattier de façon stricte.

4.7.3 La pertinence des activités/résultats par rapport aux objectifs fixés initialement

- 1 Leur formulation a dû être révisée suite aux nouvelles orientations du FEM en matière de gestion axée sur les résultats. Cette nouvelle approche introduite à mi-parcours a été nécessaire pour adapter le projet aux nouvelles contraintes et aux imperfections de formulation initiale. La nouvelle formulation a renforcé la dimension participative dans le projet et de reformuler les activités plus réalistes en tenant compte des nouvelles contraintes rencontrées.
- 2 La durée du projet a été sous-estimée compte tenu notamment du cycle biologique propre au palmier dattier qui requiert 7 ans ou plus.

4.7.4 L'ancrage institutionnel du projet au niveau régional, national et local

- 1 Une ambiguïté au niveau des responsabilités du projet entre les responsables gouvernementaux et l'agence d'exécution en particulier, ambiguïté prenant racine dès la formulation initiale du projet et qui s'est poursuivie tout au long de la mise en œuvre du projet. La leçon à tirer dans ce domaine concerne la clarification dès le départ de toutes les responsabilités et d'une répartition adéquate des obligations des uns et des autres;
- 2 Le choix d'une ONG comme agence d'exécution pour un projet n'est pas forcément le meilleur choix, l'idéal étant de concevoir ce genre de projet dans une logique de responsabilités modulaires où chaque intervenant est responsable d'un objectif ou d'une composante en accord avec le PNUD qui jouerait un rôle catalytique ou qui délèguerait à une tiers partie.

4.7.5 Le mode de gestion, de suivi et évaluation

- 3 Les indicateurs prévus initialement dans le cadre logique se sont révélés inappropriés et répondant peu aux normes de qualité standard d'indicateurs de suivi et évaluation ;
- 4 La pression financière a été difficile à gérer et pour cause, l'estimation initiale qui est nettement en deçà de la réalité des besoins d'une telle approche participative et de moyens technologiques à mobiliser pour renforcer les capacités techniques et humaines des acteurs . Les risques liés au taux de change sont élevés pour un projet de longue période.
- 5 La durabilité des acquis après projet et leurs niveaux d'appropriation ;
- 6 La durabilité des actions est un élément qui a été pris en compte sur le plan réglementaire et des renforcements des capacités techniques, reste que sur le plan de la durabilité économique des acquis et celle des processus amorcés, le projet ne l'a pas suffisamment pris en compte dans sa formulation ;
- 7 Les partenariats et toute forme d'appropriation locale ou nationale est difficile à transcrire à travers le cadre logique formulé, où l'action directe prime sur celle de «faire faire» par les acteurs et partenaires du projet.

4.7.6 La replicabilité des acquis prévue par le projet

- 1 La replicabilité a été conçue comme une activité isolée, ce qui bien entendu n'est pas aussi efficace que la prise en compte de cet élément dans chacun des acquis du projet où chacun des produits fait l'objet d'une prise en compte réelle de la replicabilité.

5 Mise en œuvre du projet

Le projet comporte également de nombreux aspects innovants au niveau de sa mise en œuvre. Il convient d'en

présenter les principaux aspects qui sont les suivants :

- 2 adaptation du cadre logique et des indicateurs d'impacts ;
- 3 innovation et adaptation des outils de gestion, suivi évaluation et amélioration du coût efficace du projet ;
- 4 la participation active et exemplaire des acteurs et la répartition des rôles.

5.1 Outils de gestion

Durant la période du projet 38 rapports de réunions ou procès verbaux ont été produits ainsi que 14 réunions tenues régulièrement des comités nationaux et leurs comités locaux des sites. Ces éléments témoignent de l'intérêt que porte les acteurs à ce projet qui a su transmettre toutes les informations et décisions aux différents intervenants conformément à une approche fondée sur la transparence et la restitution des informations.

Le projet a beaucoup bénéficié du partenariat et de la coopération des institutions et des personnes ressources à tous les niveaux y compris pour financer des activités du projet. C'est le cas de l'étude du marché appuyée par le fonds suédois à travers l'UNOPS Danemark pour un montant de 350 000 \$ EU.

La révision du cadre logique a été nécessaire conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours ainsi que la nécessité de disposer d'outils plus adaptés tels que indicateurs pertinents de suivi et d'évaluation d'impacts.

Les rapports périodiques et les rapports spécifiques (59 rapports) à chacune des activités ou rencontres ont beaucoup apporté à la bonne communication entre les membres de l'équipe en interne ainsi qu'avec les acteurs extérieurs à la gestion directe du projet.

Les outils comptables on évolué vers une plus grande conformité avec le système comptable du PNUD. L'agence d'exécution a également tiré les leçons de la nécessité d'adapter ses propres systèmes comptables pour une meilleure efficacité et efficacité de la gestion financière.

Le taux de change, la valeur du dollar américain perdant plus de 15% sur une période courte biaisant ainsi les prévisions déjà limitées.

L'utilisation des nouvelles technologies de communication et d'information a permis de pallier les contraintes liées à l'éloignement physiques entre les cinq sites du projet et à rendre plus efficace les prises de décision. Les technologies ne remplaçant en rien la nécessité pour les acteurs du projet de se rencontrer périodiquement et de tenir leurs réunions conformément à des plans de travail annuels.

Les plans de travail annuels spécifiques à chacune des régions ont eu pour effet de mieux élaborer les prévisions budgétaires annuelles.

La dimension régionale du projet a été considérée comme complémentaire aux activités du projet et non pas comme une activité indépendante.

5.2 Suivi et d'évaluation du projet

Le projet a été bien documenté tout au long de sa mise en œuvre aussi bien au niveau des trois pays qu'au niveau de l'unité de Coordination Régionale. Cette documentation a porté sur les aspects techniques et financiers du projet.

Les études menées dans le cadre du projet ont fait l'objet d'une large diffusion auprès des principaux partenaires du projet dans les trois pays et sont accessible sur le site Web du projet (www.maghrebdatepalm.org).

Le projet a préparé des rapports annuels dans les trois pays et au niveau de l'unité de Coordination Régionale. Les activités menées dans le cadre du projet (ateliers, séminaires, visites, formations) ont fait, elles aussi, l'objet de comptes rendus ou de rapports.

La liste de documents produits par le projet et des publications du projet est jointe en annexe

Le projet a également fait l'objet de réunions tripartites d'évaluation à Tunis, Alger et Rabat. Les rapports de ces tripartites ont été préparés et diffusés aux parties concernées.

Outils / activités de gestion, suivi et évaluation	Structures du projet et activités de médiatisation du projet	Algérie	Maroc	Tunisie	Total
95 réunions	Nombre de réunions du Comité National de Pilotage du Projet	04	07	7	18

	Nombre de réunions des Comités des Sites du projet	10	22	25 (deux sites)	59
118 rapports	Nombre de rapports de suivi périodiques préparés (rapports annuels)	38	04	17	59
	Nombre d'études et rapports produits dans le cadre des activités	25	20	14	59
19 conventions	Nombre de conventions signées avec les ONG ou autres partenaires	05	04	10	22 19
209 Ateliers/ formation	Cycles de formation et d'encadrement technique et manifestation de sensibilisation et d'échange ...	08 cycles de formation	07 Cycles	41 cycles	56
		40 cycles dispensés à l'encadrement technique et étudiants	57 manifestations	56 manifestations	153
70 médias	Nombre d'émissions radio et TV	42	12 (08 TV, 04 Radio)	16 + hebdomadaire intervention (~5 mn) à la Radio	70
	Articles de presse				
33 échanges	Nombre de voyages/visite d'étude	10	10	13	33
	1 site web				

La qualité des rapports de suivi et d'évaluation peut être qualifiée de « très bonne à excellente » compte tenu de sa continuité dans le temps, sa périodicité, son exhaustivité et la pertinence de contenu.

Les acteurs rencontrés durant la mission d'évaluation ont été informés de la disponibilité des rapports sur le site web. La plupart des interlocuteurs rencontrés ont visité le site Web et disposent de certains des rapports produits par le projet dans leurs bureaux.

En général, les indicateurs de suivi et d'évaluation sont quantifiables et permettent de mesurer certains effets du projet sur les ressources génétiques du palmier dattier et l'appropriation de l'approche participative de sa gestion par les agriculteurs et les acteurs locaux (nombre de variétés présélectionnées, nombre de cultivars conservés in situ, nombre de site de multiplication, personnes formées ...)

5.3 les indicateurs de suivi d'évaluation et d'impact

Suite à l'adoption de la modification du cadre logique à Alger, conformément aux recommandations de l'évaluation à mi parcours du projet de nouveaux indicateurs de suivi et d'impact ont été retenus. Ces indicateurs diffèrent légèrement de ceux définis dans le cadre logique initial du projet. Il convient de présenter ces indicateurs selon la nouvelle formulation par résultat.

Pour l'objectif du projet qui est « Connaître, conserver in situ et utiliser d'une façon durable la diversité génétique du palmier dattier dans les oasis du Maghreb, les indicateurs de suivi d'évaluation et d'impact sont:

- 30% des cultivars menacés dans les sites sont conservés in situ à la fin du projet
- Indice de la population génétique pour les 30% conservés est maintenu au niveau minimum de dégradation à la fin du projet

Pour les résultats du projet les indicateurs d'impact utilisés sont :

RESULTAT 1: Capacités nationales renforcées en matière de multiplication et d'échange d'un grand nombre de cultivars de palmier dattier

Indicateurs de suivi d'évaluation et d'impact :

- Directives d'échange de germoplasmes proposées
- Le nombre de cultivars sélectionnés
- Nombre de cultivars multipliés à la fin du projet
- Un guide méthodologique édité et des équipes de R&D formées à la gestion participative des RG du palmier dattier

RESULTAT 2 : Echange de germoplasmes promu dans un cadre institutionnel et légal approprié

Indicateurs de suivi d'évaluation et d'impact :

- Réglementations favorisant le transfert de germoplasme du palmier dattier élaborées et proposées pour approbation par les décideurs dans les pays du projet
- Cadres et techniciens concernés par l'application des réglementations favorisant le transfert de germoplasmes du palmier dattier sont formés aux nouvelles directives
- Descripteur du palmier dattier élaboré et édité et nombre de cultivars caractérisés à la fin du projet et type de techniques utilisées

RESULTAT 3: Des marchés alternatifs identifiés et initiés pour des produits du palmier dattier susceptibles de lutter contre l'érosion génétique

Indicateurs de suivi d'évaluation et d'impact :

- Les marchés Maghrébins et les principaux marchés Européens (2 à 4) des produits du palmier dattier analysés
- Nombre de partenaires prêts à tester les nouveaux marchés identifiés pour la commercialisation des produits alternatifs
- Nombre de marchés et de produits testés
- Principaux acteurs de la filière de produits du palmier dattier au niveau international sont sensibilisés à la commercialisation de plus de variétés et de produits

RESULTAT 4: Les conditions de répliation et de durabilité des résultats du projet assurées au niveau des décideurs et des agriculteurs

Indicateurs de suivi d'évaluation et d'impact :

- Un guide méthodologique sur la gestion des ressources du palmier dattier largement diffusé
- Un guide des meilleures pratiques culturelles du palmier dattier diffusé
- Un matériel de sensibilisation pour la conservation in situ des ressources génétiques du palmier dattier développé et utilisé
- Les personnes clés (au moins 10 par site) des structures de R&D et des ONGs dans les sites du projet formées en planification participative de la gestion des R.G du palmier dattier
- Les sites dans lesquels le projet est répliqué (au moins 1 par pays)
- Nombre d'OG et d'ONGs ayant développé des partenariats avec le projet

5.4 Niveau de participation des acteurs

<u>Critères d'évaluation</u>	<u>Résultat de l'évaluation</u>
Niveau de participation des acteurs	très satisfaisant
Production et dissémination des informations par le projet	très satisfaisant
Niveau d'utilisation/implication des ressources locales /ONG dans la mise en œuvre et la prise de décision	très satisfaisant
Développement de la coopération et du partenariat au niveau local, national, régional et international et leurs effets sur la mise en œuvre du projet	très satisfaisant
Implication des institutions gouvernementales dans la mise en œuvre et son évolution	moyennement satisfaisant

Aux niveaux régional et local, la participation de tous les acteurs est jugée très satisfaisante. En effet les comités directeurs nationaux ont tenu 15 réunions avec la participation de tous les acteurs nationaux concernés, les comités locaux des sites ont tenu 57 réunions impliquant les acteurs locaux dont les agriculteurs et les ONG.

Par ailleurs 56 sessions de formation et manifestations d'information, de sensibilisation et d'échanges entre sites et entre pays ont été organisées.

Cette dynamique de participation a été suivie par la publication et la diffusion de 59 rapports de suivi et 59 études spécifiques portant sur les différents aspects des ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis. Ils ont judicieusement couvert les aspects économiques, sociaux, commerciaux, culturels et ceux se rapportant au savoir-faire local, en tenant compte de la participation de la femme.

Les connaissances sur les ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis ont été approfondies et élargies avec la dynamique de participation effective et efficace des agriculteurs et des scientifiques.

Les processus participatifs initiés et renforcés par le projet ont abouti à la conclusion de partenariat dont 19 ont fait l'objet de conventions signées impliquant les ONG, les institutions de recherches, le secteur privé et les organisations gouvernementales locales et nationales dans les 3 pays du Maghreb.

La visibilité du projet, de ses activités et de ses résultats a été jugée par les acteurs eux même. Plus de 70 émissions télévisées et radiophoniques ont couvert les activités du projet dans les langues nationales avec une forte participation du public dans le cadre d'émissions en direct.

5.5 Modalités d'exécution et de mise en œuvre :

Critères d'évaluation	Résultat de l'évaluation
Approche de mise en œuvre	très satisfaisant
Utilisation et actualisation du cadre logique initial durant la mise en œuvre	moyennement insatisfaisant
Utilisation et actualisation du nouveau cadre logique durant la mise en œuvre	très satisfaisant
Adaptations managériales durant la mise en œuvre Système comptable et Modalité de prise de décision	satisfaisant
Utilisation des nouvelles technologies d'information dans la gestion du projet et la communication avec les partenaires	très satisfaisant
Contribution des relations opérationnelles interinstitutionnelles	très satisfaisant
Contribution des capacités techniques associées au projet	très satisfaisant
Niveau d'adaptation aux difficultés rencontrées en cours de mise en œuvre	très satisfaisant
Participation du PNUD à la mise en œuvre	très satisfaisant
Niveau de maîtrise de la mise en œuvre par l'Unité de Coordination Régionale du projet	très satisfaisant

L'équipe du projet a dû réviser le cadre logique à plusieurs reprises afin de le coller à la réalité des résultats attendus et envisageables. La révision adoptée à Alger en janvier 2004 a permis l'adaptation du projet aux nouvelles exigences du FEM et aux besoins du projet. Des changements ont été introduits dans la perspective d'une approche compatible avec les principes de la gestion axée sur les résultats (GAR). Le cadre logique initial ne semblait pas répondre aux besoins du projet, en particulier au niveau de la dimension participative et celle portant sur les marchés des produits du palmier dattier. Le nouveau cadre logique, plus adapté aux exigences du projet, a été adopté à un moment où de nombreuses activités ont été déjà réalisées et une partie importante du budget consommée.

Malgré les difficultés rencontrées, l'équipe du projet a pu s'adapter aux changements et utiliser plus efficacement le nouveau cadre logique qui a pu obtenir une meilleure adhésion des institutions impliquées.

La mise en œuvre du projet a eu plusieurs facteurs qui ont contribué à son succès dont :

- 1 L'engagement des organisations gouvernementales partenaires et surtout des INRA et des Ministères de l'agriculture qui ont apporté tout l'appui à IPGRI pour exécuter ce projet ;
- 2 Engagement très fort des partenaires des bureaux du PNUD dans les 3 pays et appui à l'équipe du projet ;
- 3 Engagement du programme du Micro financement du FEM en Tunisie et au Maroc et un partenariat très solide avec le projet palmier dattier ;
- 4 Engagement des organisations non gouvernementales partenaires ;
- 5 Engagement des agriculteurs, des agricultrices, de la profession, des privés et de la société civile oasienne ;
- 6 Une équipe de projet motivée »

L'équipe du projet a pleinement utilisé les nouvelles technologies pour l'information et la dissémination des résultats et produits du projet. Le recours au courriel a permis une meilleure coordination entre les membres de l'équipe et a permis de réduire les coûts de gestion.

La création du site Web spécifique au projet a permis une meilleure diffusion, une plus grande transparence et une meilleure visibilité des produits du projet.

L'équipe du projet a su relever de nombreux défis qu'elle a pu identifier lors d'un exercice d'auto évaluation.

La mise en œuvre du projet a été confrontée à plusieurs difficultés dont :

- 1 Le changement du Coordonnateur Régional du projet et tout au long des 5 années du projet, d'autres changements de responsables des institutions internationales, nationales ont eu des effets sur le projet (surtout après le départ de ceux qui ont été sensibilisés à la problématique du projet);

- 2 Changement 3 fois des coordonnateurs du FEM région arabe ;
- 3 Changement des responsables au niveau des Ministères et au niveau des organismes nationaux et locaux partenaires ;
- 4 Changement des directeurs des INRA des 3 pays ;
- 5 Changement au niveau du personnel de l'équipe d'exécution du projet ;
- 6 La lenteur du démarrage du projet en 2001 ;
- 7 Baisse du taux de change du dollar après septembre 2001, et l'inflation ;
- 8 Un projet régional à approche interdisciplinaire et multi institutionnel avec un grand nombre de produits et d'activités mais avec budget assez limité et une durée relativement courte (5ans) pour un projet portant sur le palmier dattier ;
- 9 Un projet dont l'un des 4 résultats est axé sur le développement des marchés des produits du dattier (résultat 3 : Des marchés alternatifs identifiés et initiés pour des produits du palmier dattier susceptibles de lutter contre l'érosion génétique) mais sans budget alloué aux activités de ce résultat ;
- 10 Changement du cadre logique en janvier 2004.

Le PNUD a joué un rôle fondamental et a continué à jouer un rôle important tout au long du projet. Son rôle a évolué dans le temps, passant du gestionnaire du projet au moment où l'équipe du projet n'avait pas encore été recrutée et que l'IPGRI n'avait pas encore de statut légal dans les trois pays bénéficiaires. La gestion du projet fut assurée par le PNUD apportant toutes les facilités et également tout le savoir-faire pour un démarrage effectif du projet ; même si quelques retards ont été enregistrés.

Un an et demi après le démarrage administratif du projet, le PNUD a de plus en plus joué le rôle de superviseur et de coordonnateur vis-à-vis du bailleur de fonds assurant non seulement le rôle d'intermédiaire, mais également celui d'accompagnateur garantissant un suivi et un appui au projet selon les besoins. Ce rôle est essentiel pour le bon déroulement des activités particulièrement à dimension régionale. Il permet également de garantir un standard de qualité entre les pays et une assistance appréciable au projet.

Cet aspect n'a pas été de tout repos pour la coordination de ce projet au sein du PNUD, mais il démontre encore une fois l'importance du rôle de cette institution internationale pour le bon déroulement de ce genre de projets en particulier dans la phase critique de démarrage.

Le Coordonnateur régional a joué un rôle de premier plan dans le succès du projet. Son impulsion permanente et sa motivation ont beaucoup aidé les coordonnateurs nationaux à mener à bien leurs activités. La recherche de synergies entre les composantes régionales et chacune des composantes nationales a été d'un grand secours pour l'exécution d'activités parfois risquées du point de vue de la faisabilité et timing. Cet effort s'est ressenti au niveau des différents témoignages rencontrés sur le terrain.

Les coordonnateurs nationaux ont également apporté tout leur savoir-faire et ont usé de leurs réseaux de connaissances pour mener à bien leurs activités. La coordination régionale a également trouvé en eux un soutien et un partenariat réels.

5.6 Planification financière

Critères d'évaluation	Résultats de l'évaluation					
	Très Insatisfaisant	Insatisfaisant	Moyennement Insatisfaisant	Moyennement Satisfaisant	Satisfaisant	Très Satisfaisant
Planification financière et budgétaire		X				
Planification budgétaire initiale	X					
Affectation budgétaire par objectifs /résultats			X			

Répartition budgétaire entre les pays			X			
Planification budgétaire par année		X				
Répartition budgétaire entre les sites	X					

Bien que le projet ait atteint des résultats très satisfaisants, la situation financière durant les deux dernières années a été très tendue en raison d'une prévision trop juste du budget nécessaire ainsi qu'une sous estimation des besoins financiers au démarrage du projet.

La mise en place de la structure de gestion comptable a été ralentie suite au changement du coordonnateur régional du projet fin 2001. Le PNUD a assumé, sans ressources financières ou humaines supplémentaires la gestion du projet durant sa première année. Cette situation a également freiné le démarrage effectif des activités du projet durant cette même période. La nouvelle équipe de la coordination régionale a pu rattraper les retards accumulés grâce à la pleine implication des trois constituées en 2002 coordinations nationales

L'idéal aurait été d'avoir une répartition budgétaire plus souple entre les sites et les activités du projet conformément aux nouvelles orientations de gestion des instances internationales tels que le PNUD et le FEM. L'IPGRI au niveau de son siège a démontré une résistance compréhensible à devoir adopter ce nouveau système basé sur les résultats et non sur les activités. Ainsi, il est fort recommandé à l'IPGRI de tenir compte de cet élément à l'avenir afin d'éviter les doubles inscriptions comptables rendues nécessaires.

La planification financière ainsi que l'estimation du coût total du projet ont été insatisfaisants. Par ailleurs, s'ajoute à cela une prise en compte très insatisfaisante des fluctuations de change au niveau de la parité du Dollar Américain sur les marchés financiers. Ces éléments ont fortement contribué à l'augmentation de la pression financière tout au long de la mise en œuvre du projet.

5.6.1 Coût actuel par objectifs, produits et activités

Avec 3 objectifs, 14 produits et 47 activités, le coût moyen par activité est légèrement inférieur à 52000\$EU au niveau du projet. Il faut percevoir les dépenses régionales et nationales comme complémentaires, il serait inexact d'interpréter la répartition budgétaire comme devant être équitable, il est clairement établi que le projet a le mérite d'être géré au niveau régional où la majorité des fonds y sont consacrés. De ce point de vue la gestion budgétaire du projet est exemplaire, car elle privilégie la dimension régionale où les budgets alloués au niveau national permettent de compléter les activités dans chacun des pays en fonction de ses besoins spécifiques. En effet, nous constatons par exemple que l'Algérie a consommé d'avantage de budget par rapport aux autres pays c'est le cas du produit 3.3 ou encore 3.4 et 3.1.

Le coût actuel par objectifs, produits et activités est détaillé dans le tableau ci-après :

Objective	Produits	Activités	Unité Régionale (\$)	Algérie (\$)	Maroc (\$)	Tunisie (\$)	Grand Total (\$)
		Act. 1.1.1.: Coordonneurs sélectionnés					0
		Act. 1.1.2.: Orientation des coordonneurs					0
		Act. 1.1.3.: Appui admin. et de bureau fourni aux coordonneurs	1 056 755	93 292	102 315	109 576	1 361 938
		Act. 1.1.4.: Comités établis et réunions	114 269	27 120	39 158	11 010	191 557
		Act. 1.1.5.: Programmes de travail établis					0
	Sub tot		1 171 024	120 412	141 473	120 586	1 553 495
		Act. 1.2.1.: Identifier les agriculteurs participants	6 679	5 377	22 210	4 907	39 173
		Act. 1.2.2.: Former les participants aux enquêtes et pré-sélection	8 846	2 088	2 074	14 910	27 918
		Act. 1.2.3.: Concevoir, adopter et appliquer la méthodologie d'enquête		3 681	16 493	7 677	27 851
		Act. 1.2.4.: Concevoir, adopter et appliquer les techniques de pré-sélection in situ		9 732	390	3 088	13 210

	Act. 1.2.5.: Identifier les entités, données d'enquêtes, pré-sélection et saisie		749		9 036	9 785
Sub tot		15 525	21 627	41 167	39 618	117 937
	Act. 1.3.1.: Évaluation de la capacité nationale ex situ					0
	Act. 1.3.2.: Atelier et établissement des partenariats	5 501	3 362	2 190	5 329	16 382
	Act. 1.3.3.: Concevoir et appliquer les programmes de partenariat		129 297	127 876	110 612	367 785
	Act. 1.3.4.: Obtenir financement/ assistance pour adapter les technologies de multiplication					0
	Act. 1.3.5.: Définir et lancer les programmes de recherche ciblée					0
Sub tot		5 501	132 659	130 066	115 941	384 167
	Act. 1.4.1.: Examen de législation relative au commerce des ressources génétiques					0
	Act. 1.4.2.: Rédaction de législation et soum. aux organes législatifs nationaux	3 340	4 942	8 732	6 761	23 775
	Act. 1.4.3.: Formation de pers. national concernant les Accords de transfert de matériel		12 511	6 842	4 571	23 924
	Act. 1.4.4.: Directives pour le déplacement de germoplasme des dattiers					0
	Act. 1.4.5.: Formation de chercheurs à l'application des directives					0
Sub tot		3 340	17 453	15 574	11 332	47 699
	Act. 1.5.1.: Etablissement de modèles de meilleures pratiques		40	1 966	997	3 003
	Act. 1.5.2.: Consult. parties prenantes sur les résultats					0
	Act. 1.5.3.: Former les agriculteurs et les agents de vulgarisation agricole à l'application des meilleures pratiques					0
Sub tot		0	40	1 966	997	3 003
TOTAL		1 195 390	292 191	330 246	288 474	2 106 301
	Act. 2.1.1.: Sém/réun pour éval. avantages mutuels de diversif ^o des marchés				523	523
	Act. 2.1.2.: Éval. cap. org. de commercial. à développer des marchés alternatifs					0
Sub tot		0	0	0	523	523
	Act. 2.2.1.: Identifier et décrire le secteur des dattiers en Tunisie et en Algérie					0
	Act. 2.2.2.: Éval. facteurs influants le choix des var de dattiers cultivées					0
Sub tot		0	0	0	0	0
	Act. 2.3.1.: Identifier les marchés alternatifs des produits des palmiers dattiers					0
	Act. 2.3.2.: Évaluation des coûts et avantages potentiels					0
	Act. 2.3.3.: Éval. durabilité financière					0
	Act. 2.3.4.: Éval. Impact des marchés identifiés sur la réduction de l'érosion gén.					0
	Act. 2.3.5.: Classer les marchés alternatifs identifiés					0
	Act. 2.3.6.: Ident de cofinancement pour le dvpt des marchés alternatifs					0
Sub tot		0	0	0	0	0
	Act. 2.4.1.: Établ. plan d'action pour tests et suivi des marchés identifiés					0
	Act. 2.4.2.: Développer et tester marchés alternatifs					0
	Act. 2.4.3.: Suivre le développement et tests des marchés alternatifs, en particulier la durabilité financière		37 245	27 010	18 094	82 349
Sub tot		0	37 245	27 010	18 094	82 349

	Act. 2.5.1.: Identifier variétés de palmiers dattiers stockées ex situ répondant aux exigences du marché						0
	Act. 2.5.2.: Introduire les variétés identifiées pour la pré-sélection						0
	Sub tot		0	0	0	0	0
TOTAL			0	37 245	27 010	18 617	82 872
	Act. 3.1.1.: Réunion avec org. gouvernementaux chargés de l'environnement et développement			5 324	6 109	2 379	13 812
	Act. 3.1.2.: Élab. et intégration de matériels de formation			13 465	9 375	16 638	39 478
	Act. 3.1.3.: Utilisation de matériels de sensibilisation			2 916	11 817	18 778	33 511
	Sub tot		0	21 705	27 301	37 795	86 801
	Produit 3.2 Act. 3.2.1.: Etablissement des indicateurs d'impacts	18 845			1 135		19 980
	Act. 3.2.2.: Suivi effectif des impacts			5 021		5 329	10 350
	Sub tot	18 845	5 021	1 135	5 329	30 330	
	Act. 3.3.1.: Analyse des leçons à retenir						0
	Act. 3.3.2.: Échange d'expériences			17 449	8 652	9 370	35 471
	Sub tot	0	17 449	8 652	9 370	35 471	
	Act. 3.4.1.: Promouv. activités de reprod. du projet	14 657	7 274	4 271	15 956	42 158	
	Act. 3.4.2.: Visites sur le terrain	10 357	15 373	14 790	9 358	49 878	
	Sub tot	25 014	22 647	19 061	25 314	92 036	
TOTAL		43 859	66 822	56 149	77 808	244 638	
	GRAND TOTAL	1 239 249	396 258	413 405	384 899	2 433 811	

Par ailleurs, il faut souligner que le plus gros du budget du projet est destiné aux frais de fonctionnement des unités du projet au niveau régional puis des trois pays. Cette situation est prévisible étant donné que : c'est l'une des seules souplesses budgétaires pour remédier à certaines incohérences du cadre logique.

La plupart des activités ont un caractère régional dans la conception même du projet.

Au niveau des activités dans les pays, le Maroc a bénéficié de ressources de 5% de plus que l'Algérie et de 7% que la Tunisie.

L'analyse des coûts par pays fait ressortir l'importance des dépenses consacrées au moléculaire au Maroc, activité qui n'a jamais été prévue par le projet dans sa formulation et jusqu'à sa troisième année de mise en œuvre.

5.6.2. Coût-efficience des réalisations

L'évaluation coût-efficience a été élaborée selon le système d'évaluation standard du FEM comprenant 6 niveaux (voir tableau précédent), le niveau d'efficacité (atteinte des résultats) est confronté au niveau de dépenses engagées. Les coûts portés au tableau n'incluent pas les co-financements, mais l'efficience qui a été estimée prend en compte ces sommes conformément au tableau de cofinancement présenté plus loin dans le paragraphe spécifique aux cofinancements.

Le projet s'est considéré comme étant « Efficient dans son ensemble ». Compte tenu du budget très limité alloué initialement.

Objectifs	Produits	Dépenses en \$ EU				Satisfaction	Efficience
		Unité Régionale	en% du Budget Total*	Le Total général	% Budget Total		
	Sous Total 1	1 195 390	57%	2 106 301	87%	S	ME
	Sous Total 2	0	0%	82 872	3%	MS	ME
	Sous Total 3	43 859	2%	244 638	10%	TS	TE

3 objectifs/ 14 produits	1 239 249	51%	2 433 811	100%	TS	E
-----------------------------	-----------	-----	-----------	------	----	---

TE= Très Efficient/ E=Efficient/ ME= Moyennement Efficient/ MIn=Moyennement Inefficent/ In= Inefficent/ TIn=Très Inefficent (les cofinancements non inclus)

TS= Très Satisfaisant/ S=Satisfaisant/ MS= Moyennement Satisfaisant/ MI=Moyennement Satisfaisant/ I= Insatisfaisant/ TI=Très Insatisfaisant (les cofinancements sont inclus dans l'analyse)

* = Budget Total Initial prévu sur le FEM, il ne tient pas compte des cofinancements ni des financements parallèles ou encore des apports en nature.

Les cofinancements et les financements parallèles ainsi que les financements en natures n'ayant pas été prévus par le projet dans sa conception initiale mais qui ont été drainés au fur et à mesure que le projet avance (voir paragraphe 5.5.4) n'ont pas été pris en compte dans ce tableau d'analyse, le coût-efficience a été réalisé uniquement dans une optique de financement GEF tel que prévu dans le cadre logique initial du projet..

Par contre, la pertinence des résultats atteints et le niveau de satisfaction ont été pris en compte dans cette analyse d'efficience tout comme le pourcentage des dépenses relatives à chacun des produits. C'est le recoupement de ces critères qui nous permettent d'attribuer le niveau d'efficience.

Il existe tout de même des produits et objectifs contrastés du point de vue de l'efficience.

- Si le Résultat 3 (voir paragraphe 6.1.3) peut être considéré comme «Très Efficient» étant donné les résultats atteints entre autres en matière de sensibilisation sur la diversité des ressources phylogénétiques du palmier dattier et la nécessité de la conserver.
- Le Résultat 2 (voir paragraphe 6.1.2), lui est considéré comme « Moyennement Inefficent », car en dépit des études réalisées, le projet dans sa formulation initiale a été trop optimiste et n'a pas pris en compte les délais nécessaires pour agir sur les forces du marché. Dans ce contexte, il est à souligner que le projet a su s'adapter à la réalité seule à ce constat et a évité d'investir à perte sur cet objectif, l'essentiel des fonds investis dans l'étude provient de sources tierces.
- Le Résultat 1 (voir paragraphe 6.1.1) peut paraître moins efficace qu'il ne l'est réellement car avec 87% du budget dépensés on aurait pu s'attendre à davantage que les 39 variétés découvertes ou à un nombre plus élevé de pieds distribués pour la conservation in situ. Seulement, l'équipement des laboratoires notamment en Algérie et en Tunisie va augmenter considérablement les capacités nationales à multiplier les variétés in vitro surtout que dans les deux pays, des banques de gènes sont en voie de création. Ces résultats sont prometteurs pour l'avenir et à ce titre au moins cet objectif central pour le projet méritait toute l'attention qu'il a reçu jusque là.
- Par ailleurs, les activités régionales nécessitent des budgets importants (frais de transport utilisant souvent l'avion, frais de séjours etc.). Ces dépenses incompressibles pour mener à bien les activités participatives et les réunions tripartites, augmentent également en montants. Une leçon peut être tirée dans ce sens où les budgets de projets régionaux gagneraient à planifier des ressources budgétaires suffisantes et propres à la dimension régionale de la coordination du projet.
- Le Cofinancement drainé (voir paragraphe 5.5.4) par le projet a permis de réduire les budgets propres au projet destinés au Résultat 2 en particulier et cela a permis d'augmenter le rapport coût efficience à ce niveau.

5.6.3 Gestion financière

Critères d'évaluation	Résultats de l'évaluation						
	Très Insatisfaisant	Insatisfaisant	Moyennement Insatisfaisant	Moyennement Satisfaisant	Satisfaisant	Très Satisfaisant	
Gestion financière et budgétaire							
Mise en place et fonctionnement de la structure de gestion comptable					X		
Souplesse de gestion et adaptation budgétaire						X	

Adaptation budgétaire à l'approche participative exigée par le projet		X				
Prise en compte des variations des taux de change sur le long terme	X					

Le projet a connu une première année difficile et l'équipe a pu surmonter les difficultés et rattraper les retards. Les participants et les partenaires s'avèrent dans l'ensemble largement satisfait du programme et de sa gestion. La première année a été assez difficile pour l'équipe du projet ainsi que pour les institutions impliquées. Ce n'est qu'avec l'arrivée du nouveau coordonnateur régional en janvier 2002 que le projet s'est mis à fonctionner de manière plus efficace. Le suivi financier a été transféré à l'IPGRI en 2002 et le bureau de la coordination régionale en Tunisie a dû répondre aux exigences des systèmes de comptabilité du PNUD et de l'IPGRI ainsi qu'aux demandes d'information des trois gouvernements, tâches qui ont demandé beaucoup de temps, compte tenu des ressources humaines limitées du petit bureau régional.

La répartition budgétaire entre les pays a été réclamée à mi-parcours par le Maroc qui a soutenu, en janvier 2004, qu'il n'aurait bénéficié de toutes les ressources qui devaient lui être affectées dans le cadre du projet. Cette répartition a entraîné une rigidité dans l'allocation budgétaire annuelle et globale du projet au niveau de chacun des pays ainsi qu'au niveau régional, avec toutes les conséquences en termes de pression financière à la fin de chaque année budgétaire. L'utilisation des fonds FEM par pays et par année a été comme suit :

Pays/année	Utilisation des fonds FEM par pays et par année en \$ USD						Budget initial prévu
	2001(\$)	2002(\$)	2003(\$)	2004(\$)	2005(\$)	Total (\$) Dépenses réelles	
Tunisie	58 686	87 335	137 759	80 948	20 170	384 898	421 515
Algérie	54 795	67 233	60 203	173 793	40 233	396 257	418 886
Maroc	61 647	86 606	133 796	103 509	27 847	413 405	427 188
Unité Régionale	105 992	313 453	244 308	355 082	220 414	1 239 249	1 511 178
Total Projet (\$)	281 120	554 627	576 066	713 332	308 664	2 433 809	2 778 767

L'équipe de coordination – les quatre coordonnateurs et leurs assistants – ont fait beaucoup avec les ressources limitées mises à leur disposition, en partie grâce aux contributions importantes des trois gouvernements, des partenaires et des ONGs, l'appui des experts externes de l'IPGRI, mais aussi grâce à l'engagement, l'expertise et l'imagination de l'équipe du projet.

L'IPGRI a assuré la coordination, la gestion et la planification du programme dans les trois pays, ce qui comprenait de facto la coordination entre les organismes nationaux de Recherche parfois en compétition. L'IPGRI a respecté en grande partie ses engagements en ce qui concerne l'appui scientifique dans plusieurs domaines. Les domaines où cet appui technique d'IPGRI s'est avéré particulièrement prisé par les coordonnateurs sur place incluait l'aide à la publication des différents articles sur leurs activités, à la recherche ethnobotanique, au développement de la base de données SI-PALM et à la publication du « Descripteur du Palmier Dattier ».

L'équipe d'évaluation considérée l'évaluation l'appui qui a apporté l'IPGRI à l'équipe du projet dans le domaine de la sensibilisation, comme un des points les plus forts du projet. Cependant, l'IPGRI n'a pas apporté l'appui souhaité dans l'identification des indicateurs d'impacts et l'équipe du projet aurait pu profiter davantage d'une contribution de l'IPGRI dans des actions de formation en techniques de sensibilisation et de techniques in vitro par exemple.

Le bureau de la coordination régionale a dû procéder à des ré-allocations budgétaires à six reprises à date. Au début, elle a dû augmenter les salaires pour recruter des assistants et développer l'approche genre et développement et valorisation des savoir locaux des femmes ainsi que les budgets pour l'achat et le fonctionnement des véhicules et des systèmes de communications, dont les coûts avaient été sous-estimés dans le budget initial, pas prise en compte de l'inflation. Ensuite, à la fin de chaque année fiscale, il a dû mettre à jour leur budget pour refléter les dépenses réelles encourues. Toutes ces modifications ont reçu l'aval des participants dans les trois pays.

Aujourd'hui le système de gestion, financière et autre, fonctionne bien et convient largement aux participants et au PNUD, même si parmi les participants certains réclament plus de transparence dans la gestion des fonds. Il demeure une certaine méfiance auprès de certains participants concernant la division du budget entre les trois pays, ceci est dû sans doute en partie à la planification budgétaire initiale qui n'a pas fait de la distinction entre le budget global régional et les budgets consacrés à chacun des pays participants.

5.6.4 Co-financements et partenariats avec les ONG

Le projet a joué le rôle de mobilisateur et de catalyseur d'initiatives, partant d'initiatives locales jusqu'à des initiatives nationales et régionales. Ce rôle a donné de nombreuses impulsions aux ONG et aux centres de Recherche tout comme aux agriculteurs et autres organisations gouvernementales. Les impulsions se sont traduites souvent par la signature de conventions et de partenariats basés sur la recherche de synergies et le renforcement des capacités humaines, institutionnels, techniques et matérielles.

En Algérie, 4 ONG ont signé 7 conventions directement avec le projet dans une logique d'impulsion de leurs initiatives et de prolongement des effets et de l'impact du projet.

Au Maroc, 4 ONG ont signé 4 conventions directement avec le projet dans une logique d'impulsion de leurs initiatives et de prolongement des effets et de l'impact du projet.

En Tunisie 7 ONG et 3 groupements de base ont signé 10 conventions directes avec le projet dans une logique d'impulsion de leurs initiatives et de prolongement des effets et de l'impact du projet.

La liste de conventions signées dans les 3 pays est jointe en annexe

Les co-financements mobilisés sont importants, ils sont détaillés par nature dans les tableaux ci-après

1 – Cofinancement en nature

Le cofinancement en nature a été évalué à environ 2,5 millions de dollar US. Ces apports en nature sont ventilés par type et par pays comme suit :

Moyen/Pays	Algérie	Tunisie	Maroc	Unité régionale	Total
Chercheurs et enseignants	200 000	300 000	322 018	250 000	1 072 018
Ingénieurs et Techniciens	156 000	198 480	37 700		392 180
Personnel de services généraux	50 000	60 000	34 525	50 000	194 525
Moyens de déplacement	60 000	70 000	83 450		213 450
Locaux administratifs	50 000	200 000	140 000	60 000	450 000
Labolatoires	24 000	20 000	15 400		59 400
Logement	0	30 000	47 675		77 675
Autres	0	0	0		0
Total	540 000	878 480	680 768	360 000	2 459 248

2- Contribution en espèce :

La contribution en espèce des différentes parties participantes au projet, évaluée à 5,251 million de dollar US, est ventilée par participant et par pays comme suit :

Moyen/Pays	Algérie	Tunisie	Maroc	Unité région	Totale
PMF FEM		524 500	83 000		607 500
AID, PAOTIC		210 000			210 000
Ministère de l'Environnement		100 000			100 000
Ministères de l'agriculture		231 000	0		231 000
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique		45 000			45 000
ONGs		440 500	0		440 500
Fund for swedish consultancy services				350 000	350 000
PNUD	20 000	20 000			40 000
IPGRI		30 000		32 000	62 000
ICRA (diagnostic et préparation du projet		60 000		15 000	75 000
GTZ				3 340	3 340
FAO (atelier GIAHS)				30 000	30 000
Privés	2 500 000	10 000			2 510 000
INRA Algérie (fiche technique d'accompagnement du projet	500 000				500 000

Autres (médiatisation: radios, TV, presse...)		22 000	25 500		47 500
Total	3 020 000	1 693 000	108 500	430 340	5 251 840

Les détails des cofinancements et des financements parallèles mobilisés sont présentés dans le rapport suivant :

Pays/nature financement	Total financement FEM en \$	Total Cofinancement direct \$	Total financements parallèle	Total financements \$
Algérie	396 257	462 000		858 257
Maroc	413 405		60 000	473 405
Tunisie	384 898	124 000	190 000	698 898
Unité Régionale	1 239 249	429 320		1 668 569
Totale Projet	2 433 809	1 015 320	250 000	3 699 129

6 Résultats, Produits et atteinte des objectifs

6.1 Résultats atteints et Objectifs Réalisés

L'analyse des résultats selon la procédure d'évaluation du FEM nous amène à proposer le tableau suivant selon l'échelle usuelle d'évaluation proposée dans les termes de références.

Tableau d'évaluation des résultats du projet et de l'atteinte des objectifs :

Éléments évalués	selon l'échelle d'évaluation TS/S/MS/MI/I/TI
OBJECTIF IMMÉDIAT 1 : Capacité accrue de multiplication de plus de variétés de palmiers dattiers	S
Produit 1.1 : Structure de gestion du projet opérationnel	TS
Produit 1.2 : Identification de variétés de palmiers dattiers de haute qualité	S
Produit 1.3 : Capacité accrue de multiplication de variétés plus nombreuses de palmiers dattiers.	S
Produit 1.4 : Capacité nationale à partager les ressources génétiques accrue	MI
Produit 1.5 : Régimes de gestion <i>in situ</i> appliqués pour conserver la diversité génétique inter-espèces des peuplements de palmiers dattiers <i>in situ</i>	TS
OBJECTIF IMMÉDIAT 2 : Lutte contre érosion génétique des variétés de palmiers dattiers in situ causée par les forces du marché	MS
Produit 2.1 : Objectifs et capacités des org. de commercialisation des palmiers dattiers évaluées	S
Produit 2.2 : Anal. de ligne de base des marchés achevée	S
Produit 2.3 : Marchés alternatifs des produits des palmiers dattiers identifiés et classés	MI
Produit 2.4 : Marchés alternatifs retenus testés et suivis	I
Produit 2.5 : Variétés de palmiers dattiers produites ex-situ réintroduites in situ	MS
OBJECTIF IMMÉDIAT 3 : Coût et efficacité du projet-Sensibilisation aux activités du projet et encouragement des échanges et de la reproduction des activités et des meilleures pratiques du projet	TS
Produit 3.1 : Sensibilisation aux activités du projet	TS
Produit 3.2 : Suivi des impacts	S
Produit 3.3 : Leçons à retenir et meilleures pratiques	TS
Produit 3.4 : Assistance pour la reproduction des meilleures pratiques du projet	TS

Les principaux résultats atteints sont :

- Les connaissances sur les ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis ont été approfondies et élargies avec la dynamique de participation effective et efficace des agriculteurs et des scientifiques.

- Le nombre de cultivars sélectionnés pour la conservation et celui des cultivars multipliés à la fin du projet sont significatifs.
- La sélection des variétés multipliées grâce au projet a été faite avec la pleine participation des agriculteurs ;
- Des guides méthodologiques de gestion participative des ressources génétiques du palmier dattier ont été édités et des équipes de R&D ont été formées.
- Dans chaque pays au moins un laboratoire a été équipé et son personnel formé pour la multiplication in vitro des variétés de palmier dattier. Les techniques de multiplication sont maîtrisées.
- Les descripteurs du palmier dattier ont été élaborés et édités et de nombreux de cultivars ont été caractérisés
- Des produits alternatifs ont été testés principalement dans des foires.
- Un guide des meilleures pratiques culturelles du palmier dattier a été diffusé
- Des partenariats entre OG et ONGs ont été développés et ont permis une réelle appropriation de la problématique de préservation des ressources génétiques du palmier dattier à la base.
- Le projet a constitué un catalyseur de création d'associations dans les régions du projet.
- La solide coopération qui s'est construite entre le projet et le programme de Micro Financements du FEM a permis la multiplication des effets des activités du projet. Cette même coopération a été à l'origine de la mobilisation d'importantes ressources financières additionnelles pour la conservation des RG du palmier dattier dans les oasis avec l'implication active des ONGs et des agriculteurs.
- De nombreux techniciens et agriculteurs ont bénéficié d'une formation à la gestion participative des ressources génétiques du palmier dattier renforçant ainsi leurs capacités de façon durable.
- Des échanges d'expérience ont été réalisés entre agriculteurs du Maghreb d'une part et entre techniciens et chercheurs d'autre part. Ces échanges ont renforcé la dimension maghrébine de la préservation de la biodiversité dans les oasis.
- Une large sensibilisation à la gestion participative des ressources génétiques du palmier dattier a été développée avec implication des médias.
- les résultats du projet ont été bien documentés.
- Le projet a été un catalyseur de mobilisation de ressources financières additionnelles pour la préservation des ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis dans l'écosystème oasien maghrébin.

6.1.1 Évaluation des résultats de l'objectif 1

OBJECTIF IMMÉDIAT 1: Capacité accrue de multiplication de plus de variétés de palmiers dattiers

Produit 1.1: Structure de gestion du projet opérationnelle :

Dans chacun des trois pays, une structure de gestion a été mise en place suite à la sélection d'un coordonnateur national. Durant la mise en œuvre du projet, les structures de gestion ont été composées :

- en Algérie d'un coordonnateur national et de 2 à 3 assistants
- au Maroc d'un coordonnateur national et de 2 à 3 assistants
- en Tunisie d'un coordonnateur national et de 2 à 3 assistants

La structure régionale est composée d'un coordonnateur régional et d'un responsable administratif et financier

La discontinuité dans la coordination régionale et dans les coordinations nationales (NC et assistants) a affecté négativement la mise en œuvre du projet et plus particulièrement au niveau du respect des délais. Sur les 10 ou 11 personnes qui composaient dotées de l'équipe en 2001, seules 3 sont restées jusqu'à la fin. Toutes ces structures ont été dotées de moyens de bureautique et de transport (7 voitures tout terrain pour le projet réparties en 1 pour l'unité de coordination régionale, 2 pour la composante Algérie, 2 pour la composante Maroc et 2 pour la composante Tunisie)

La répartition des équipements n'a pas tenu compte des besoins du site, des distances qui séparent les sites dans le pays et des besoins de transports du projet. L'équipe aurait été plus efficace avec plus de personnes et peut-être moins de voitures.

Dans chacun des pays, un comité national de pilotage du projet a été mis en place (les listes des membres des comités directeurs nationaux du projet sont joints en annexe) et a tenu une série de réunions dans le cadre de ses attributions (4 en Algérie, 4 au Maroc et 6 en Tunisie).

Dans chacun des pays des comités locaux de site ont été mis en place et ont tenu de nombreuses réunions dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre des activités du projet sur les sites retenus.

Des plans de travaux ont été arrêtés au niveau de chaque pays tout en veillant sur la conformité avec le plan de travail général du projet.

Ces plans de travail ont fait l'objet d'un suivi participatif avec implication effective des comités locaux des sites, des comités nationaux de pilotage. Des rapports annuels ont été préparés par pays et présentés aux réunions tripartites.

Produit 1.2 : Identification de variétés de palmiers dattiers de haute qualité

Dans chacun des trois pays, l'identification des variétés a été menée avec une participation active et effective des agriculteurs.

Cette identification a impliqué un grand nombre d'agriculteurs en Algérie, au Maroc et en Tunisie (un millier environ).

Les variétés identifiées dans les 3 pays sont les suivantes :

En **Algérie** les variétés sélectionnées par les agriculteurs sur le site des Mزاب sont au nombre de 62.

Au **Maroc** : Le nombre total de cultivars présélectionnés dans les deux sites de **Fezouata** et d'**Aoufous** est de **71 cultivars** répartis en 40 Fezouata et 39 Aoufous avec 08 présélectionnés dans les deux sites.

En **Tunisie**, les variétés sélectionnées par les agriculteurs sur les deux sites du projet sont au nombre de 22

En Tunisia, à la demande des agriculteurs, d'autres variétés ont été présélectionnées dans l'oasis d'El Hammat Jerid à proximité du Site de Dégache. Ces 5 variétés sont : Tazerzit soda, Chekenet essad, Tazerzit safra, Sebâa bedhrâ.

Pour l'identification de ces variétés, les méthodes utilisées ont été basées sur l'approche participative avec recours au savoir faire local et aux connaissances locales enregistrées par les agriculteurs de référence et plus particulièrement les plus expérimentés d'entre eux, et souvent les plus âgés.

L'homogénéisation des fiches d'enquêtes des sites a été assurée par l'équipe du projet. Le format des données a été mis en cohérence avec les modèles traitables à l'aide de logiciels d'analyse de données (SIPALM).

Les critères de présélection de cultivars ont été discutés et fixés d'une façon concertée. C'est ainsi que les cultivars les plus demandés sur le site sont ceux qualifiés d'excellents, ayant une valeur marchande appréciable, ceux qui disposent de peu de rejets, ou rares et appréciables localement. Le dernier critère de sélection a trait à la résistance au Bayoud.

Des enquêtes exhaustives participatives ont été menées sur les sites des projets dans le but d'effectuer une pré-sélection des variétés de palmiers dattiers de haute qualité.

Les variétés qui ont été pré-sélectionnées dans les 3 pays sont détaillées dans le tableau ci-après :

variétés pré-sélectionnées en Algérie	variétés pré-sélectionnées au Maroc	variétés pré-sélectionnées en Tunisie
<u>61</u>	<u>71</u>	<u>22 des 130 variétés identifiées</u>

En Tunisie les interventions de terrain au niveau des deux sites du projet et à Hammat Djérid ont permis d'identifier avec les agriculteurs plus de 130 variétés dont une vingtaine inventoriée pour la première fois, principalement à Hammet Djerid et Chenini. Ces variétés ont été classées, en commun accord avec les agriculteurs de chaque site par ordre d'abondance, de qualité, d'usage et de valeur. Les agriculteurs de chaque site ont ensuite sélectionné les variétés qu'ils souhaitent réintroduire au niveau de leurs parcelles.

Sur le plan du renforcement des capacités de multiplication et de conservation in situ et ex situ, le projet a fait de remarquables efforts pour mieux connaître les ressources phylogénétiques et mieux les maîtriser.

6.1.2 Évaluation des résultats de l'objectif 2

L'étude menée par un bureau de conseil financé dans le cadre d'un partenariat a été très suivie par les partenaires du projet qui en attendait d'avantage de conséquence. En effet, bien que l'étude soit relativement Gestion Participative des Ressources Phylogénétiques du Palmier Dattier au Maghreb -RAB/98/G31/A/1G/71

limitée au niveau des clients classiques étrangers, c'est une étude qui n'a pas trouvé un écho à la hauteur des attentes pour plusieurs raisons dont essentiellement :

- 1 La faible valeur ajoutée d'une telle étude sur le plan stratégique due à l'approche utilisée dans sa réalisation même qui aurait gagné à être plus participative avec les filières lorsqu'elles existent ou les exportateurs et/ou producteurs ;
- 2 Ce qui a manqué également, c'est un véritable accompagnement de la filière de la production de plants à la production et la commercialisation des dattes et des sous-produits ;
- 3 Les moyens financiers et temporels à disposition du projet sont trop limités pour atteindre cet objectif dans le sens d'un accompagnement participatif et la mise en place d'une véritable alternative aux produits et marchés actuels ;
- 4 Cette activité est prématurée dans le contexte du projet, il est certain que les résultats atteints mériteraient d'être exploités à l'avenir si un projet se mettait en place dans le futur ;
- 5 Le projet a su remédier à la situation de ne pouvoir disposer des vitroplants que durant les dernières semaines de la vie du projet via l'acquisition de rejets ou de vitroplants produits par les laboratoires partenaires. Tenir en haleine les partenaires locaux a été un enjeu à relever afin d'expliquer l'approche et la faire adopter par les agriculteurs dans une logique «gagnant-gagnant».
- 6 Manque de moyens et de temps pour tester les marchés, nécessite un projet a part.

6.1.3 Évaluation des résultats de l'objectif 3

Le projet a réussi à développer un réel partenariat avec les acteurs locaux et nationaux pour des activités qui sont directement prévues dans le cadre logique ou en tant que catalyseur d'initiatives. Le projet a su développer des partenariats et des conventions avec les ONG et les institutions participantes.

6.2 Les principaux Impacts durables du projet

L'analyse des effets et des résultats du projet ne peut se faire sur le seul critère national ; il est important d'adopter la perspective régionale du projet afin de mesurer les véritables acquis. Une analyse des acquis au niveau d'un pays peut biaiser les résultats dont un grand nombre a été pensé, planifié et réalisé soit au niveau régional, soit de concert avec chacun des trois pays. Les résultats atteints par l'ensemble du projet ne peuvent ainsi se dissocier des résultats atteints dans chacune des quatre composantes algérienne, marocaine, tunisienne et régionale.

Parmi les facteurs de durabilité nous pouvons citer :

- 1 La prise de conscience nationale sur la nécessité de protéger et d'utiliser de façon plus durable les ressources biologiques et plus particulièrement celles du palmier dattier ;
- 2 Changement de la politique nationale en matière de Ressources Phytogénétiques du PD via des mesures concrètes d'encouragement à la plantation de palmier dattiers communs ;
- 3 La sauvegarde de variétés menacées de disparition via la plantation et la sensibilisation des agriculteurs ;
- 4 L'appropriation des agriculteurs de la mission de sauvegarde des ressources génétiques du palmier dattier et la nécessité de mieux organiser l'écoulement des productions sur le marché ;
- 5 La prise de conscience de l'intérêt des variétés communes et du potentiel commercial qui peut dépasser celle de Deglet Nour ;
- 6 La création d'ONG dynamiques et la création de nouvelles initiatives de conservation et de valorisation des ressources génétiques ;
- 7 La création de banques de gènes dans les pays du projet prochainement.

Critère d'évaluation	évaluation
Durabilité au niveau de la stratégie liée à la biodiversité	Très Satisfaisant
Durabilité dans le domaine économique et Instruments économiques et financiers créés	Très Satisfaisant
Reformes institutionnelles contribuant à la durabilité	Très Satisfaisant
Développement des capacités et formation	Satisfaisant
Appropriation de la problématique à la base et au niveau local	Très Satisfaisant

Les indicateurs d'impact ainsi que les éléments fournis dans ce paragraphe ont été préparés et compilés par le projet, nous en analyserons les différents impacts au niveau social, économique, environnemental et culturel dans les paragraphes suivants.

6.2.1 Analyse des Impacts durables au niveau de la biodiversité

- Le projet a contribué à une meilleure connaissance de la diversité biologique du palmier dattier dans chacun des trois pays
- Le projet a contribué au renforcement des capacités de communication et d'échange d'information sur la diversité biologique du palmier dattier dans chacun des trois pays
- Capacités de conservation et de multiplication ex situ renforcées dans les trois pays
- Capacité de Conservation in Situ renforcée dans les trois pays
- Renforcement de la gestion participative des ressources phylogénétiques
- Renforcement des changements politiques et des mesures pour une gestion plus durable de la biodiversité du palmier dattier

Commentaires sur les impacts sur la biodiversité

- Des équipes pluridisciplinaires ont été formées à la méthodologie de diagnostic participatif et du GRIS SIPALM pour l'inventaire la description et la présélection des cultivars dans les oasis, ayant permis d'identifier au total 893 cultivars dans les sites du projet, dont 240 nouveaux cultivars identifiés pour la première fois et d'enrichir la connaissance de la diversité génétique du palmier dattier dans le Maghreb dont 62 en Algérie ;
- Environ 100 cultivars dont une bonne partie est en voie de disparition ou considérées comme très rares ont été présélectionnés de façon participative et consensuelle entre les agriculteurs et les chercheurs ;
- Les descripteurs ethnobotaniques du palmier dattier ont été préparés avec une intense participation des agriculteurs et édités un catalogue des variétés TN a été publié ;
- De nombreux cultivars ont fait l'objet de caractérisations morphologique et et une amélioration de la connaissance des ressources génétiques a été assurée dans les oasis et dans les trois pays du Maghreb ;
- Une large sensibilisation a été faite au niveau des agriculteurs ayant développé une forte demande de vitro plants de nouvelles variétés pour les conserver In Situ les champs ;
- Une meilleure connaissance du rôle de la diversité biologique du palmier dattier dans la sauvegarde de l'écosystème oasien ;
- Meilleure connaissance des capacités de conservation et de multiplication des ressources phylogénétiques du palmier dattier dans les trois pays ;
- une nouvelle base de données des ressources génétiques du palmier dattier a été mise sur pied et de nouvelles techniques pour collecter les informations GRIS-SIPALM ont été vulgarisées et utilisées dans les oasis des trois pays avec les compétences locales ;
- Des partenaires de développement (offices de développement, chambres, directions régionales de l'agriculture, ONG, organisation de base, des privés....) sont engagés dans le recours aux vitro plants ayant permis d'asseoir une conviction à la base des retombées positives de la multiplication du palmier dattier ;
- Un Site Web a été créé sur la diversité biologique du palmier dattier avec une base documentaire ouverte sur les internautes ;
- PANAB crée pour renforcer cette activité
- Des outils de communication développés ont encouragé les structures locales à les adopter d'après, par exemple : suite à l'effet du projet le CRDA Tozeur a acheté un Data show et appareil photo numérique (d'après Azabou)
- Des supports de communication audiovisuels ont été élaborés pour mieux faire connaître la diversité

biologique du palmier dattier, l'importance de la participation de la société civile, les intérêts sociaux et économiques. Ils visent également à mieux faire prendre conscience de l'intérêt de sauvegarder et gérer de façon durable ces ressources ;

- Des échanges entre les spécialistes de la multiplication Ex Situ du palmier dattier ont été développés et ont permis le partage des expériences entre les différents laboratoires impliqués dans la multiplication du palmier dattier.
- Un diagnostic de la situation des laboratoires de multiplication Ex Situ dans les 3 pays a été mené et a permis la préparation d'un programme de renforcement concerté à Marrakech en 2003 ;
- Les laboratoires des INRA à Alger, Marrakech, Deguèche et le laboratoire de la Faculté de Sfax et l'ENA à Alger ont été renforcés par du matériel et des équipements qui ont permis d'améliorer les rendements des activités de multiplication in vitro et la prise en charge de dizaines de nouvelles variétés de palmiers dattiers pour multiplication en grands nombres ;
- Plus de 70 cultivars de palmier dattier nouvellement introduits dans les laboratoires pour multiplication en grand nombre (26 en Algérie, 20 au Maroc et 29 en Tunisie) ;
- Plus de 65% des 117 variétés menacées de disparition recensées dans les sites des projets ont été introduites aux laboratoires de culture In vitro dans les 3 pays, pour multiplication ;
- Des cadres et techniciens de ces laboratoires ont reçu des formations complémentaires et ont échangés les expériences ayant permis de maîtriser de nouvelles techniques de multiplication et de perfectionner les techniques utilisées dans ces laboratoires ;
- Les équipes de recherche des laboratoires partenaires poursuivent les travaux de caractérisation morphologique dans 3 pays plusieurs variétés sont caractérisées dans les 3 pays pour 1ère fois des cultivars identifiés dans le cadre du projet. Une ouverture sur la caractérisation moléculaire a démarré en 2005 dans le cadre du projet.
- Une centaine d'agriculteurs innovateurs et expérimentateurs ont été identifiés des cultivars du palmier dattier dans les sites du projet ;
- Des échanges entre les agriculteurs des oasis du Maghreb ont été développés ayant permis un partage des expériences et des leçons apprises sur la culture du palmier dattier ;
- Des milliers de rejets (plus de 10.000) appartenant à plus de 35 variétés en danger ont été plantés par les agriculteurs avec appui du projet et des ONG partenaires dans les oasis ;
- L'Indice de la population génétique pour les 30% des cultivars conservés a été maintenu au niveau minimum de dégradation à la fin du projet.
- Des diagnostics participatifs de la biodiversité dans les oasis ont été effectués permettant une meilleure connaissance du mode de gestion des ressources génétiques du palmier dattier au Maghreb ;
- Le savoir et le savoir-faire local en relation avec la préservation et l'utilisation durable des produits du palmier dattier ont été répertoriés et documentés permettant une vulgarisation du savoir-faire local oasisien dans les pays du Maghreb en matière d'usage des produits et sous produits du palmier dattier ;
- 1300 vitroplants appartenant à des variétés très rares et très demandées ont été plantés (et réintroduits) auprès des agriculteurs ;
- Le réseau de chercheurs et de développeurs travaillant sur le palmier dattier s'est dans les oasis du Maghreb s'est renforcé ;
- Les capacités des équipes de R&D des institutions partenaires ont été renforcées. Des femmes et des ONG ont été pleinement impliquées et leurs capacités ont été renforcées.
- Des études législatives et phytosanitaires du palmier dattier dans les 3 pays du Maghreb ont été menés et leurs conclusions vulgarisées en vue de renforcer et harmoniser les mesures en faveur de l'échange de germoplasme ;
- Le 'draft' du premier accord pour encourager l'échange de germoplasmes du palmier dattier entre les 3 pays du Maghreb a été élaboré et envoyé aux Ministres de l'Agriculture des 3 pays sollicitant leur accord pour entamer un projet régional ;
- Les responsables dans les ministères et les institutions de Recherche ont été sensibilisés à la nécessité de procéder à l'enregistrement des variétés du palmier dattier dans les catalogues et d'en faire une priorité nationale. Les premiers enregistrements sont en cours dans les 3 pays.

6.2.2 *Analyse des Impacts durables au niveau économique et social*

- Renforcement et diversification des sources de revenus des populations locales et des agriculteurs
- Renforcement des revenus des femmes rurales et autres acteurs
- Valorisation des variétés communes de dattes et des sous-produits du palmier dattier
- Le renforcement des systèmes de transmission de savoir-faire

Commentaires sur les impacts économiques et sociaux

- Meilleure résistance des palmiers dattiers aux insectes et maladies ravageantes et moins de vulnérabilité de la production aux risques phytopathologiques ;
- La création de nouvelles opportunités d'exportation et d'écoulement pour des variétés communes à plus forte valeur ajoutée que celle de la Deglet Nour ;
- La valorisation des dattes communes et des sous-produits de la datte autre que pour l'alimentation humaine (alimentation animale, compost, bioénergie et bioalcool) ;
- L'étalement des revenus avec des variétés plus précoces et plus tardives que la variété dominante.
- La participation de la femme aux activités liées à la production et à la transformation des dattes ainsi que des sous-produits du palmier dattier a été renforcé ;
- La création d'ONG dynamiques dans la préservation des ressources génétiques et des systèmes oasiens ;
- La création et la diffusion de nouvelles recettes de cuisine à base de dattes de variété communes favorisant la mise en valeur des variétés connues pour leur faible valeur ajoutée ;
- La création d'emplois spécialisés pour les femmes les jeunes et les artisans autour de la matière première produite par les palmiers dattiers de variétés communes offrant une plus grande valeur ajoutée via l'artisanat ;
- La contribution à l'organisation des filières de produits du palmier dattier et l'organisation des premières foires et fêtes nationales de la datte.
- des produits alternatifs pour valoriser des cultivars menacés ont été développés et des échanges de résultats ont été intensifiés dans la région ;
- De nouveaux produits ont été testés : plusieurs variétés dans de nouveaux emballages, vinaigre de dattes, sirop de dattes, jus de dattes, confiture de dattes, produits de l'artisanat (à base de feuilles, à base de palmes, à base de pétiole (kornef), à base de tronc) ;
- La protection de sites classés par l'UNESCO ;
- La transmission du savoir-faire de génération en génération ainsi que d'un pays à l'autre.
- Des foires de dattes ont été organisées et sont devenues des rendez-vous fixes fêtant à la fin la datte et les produits des palmiers dattiers (Ghardaïa , Erfoud , Kerkennah) ;
- Un guide méthodologique de gestion pour conserver les ressources génétiques in situ a été élaboré et largement diffusé ;
- Des documents, en français et en arabe, des diagnostics participatifs sur la gestion de la diversité génétique du palmier dattier dans les oasis comportant surtout la méthodologie et les résultats sont largement diffusés et publiés ;
- Une présence régulière et dans certains cas continue des activités portant sur la préservation des ressources génétiques du palmier dattier, sur les ondes des radios et de la télévision ;
- Une implication à la base des écoliers du primaire et du secondaire dans les trois pays ;
- La conservation du savoir-faire local lié au palmier dattier ;
- La valorisation des produits par l'artisanat et le tourisme culturel ;
- Le deuxième volume sur le patrimoine génétique du palmier dattier en Tunisie qui comporte la description morphologique de 124 cultivars a été édité en 2500 exemplaires et fait l'objet d'une large diffusion ;
- Les caractéristiques des cultivars de dattiers dans les palmeraies du Sud Est algérien a été publié et diffusé ;
- Un inventaire des recettes à base de dattes a été réalisé dans les sites du projet ;

- Trois (3) livres des recettes à base de dattes ont été produits par l'équipe du projet à raison de 1 par pays ;
- Les guides des bonnes pratiques culturelles du palmier dattier ont été élaborés.

6.2.3. Analyse des Impacts durables au niveau institutionnel

- Changements et mesures prises au niveau politique et institutionnel dans les trois pays en faveur du renforcement de la conservation de la diversité biologique du palmier dattier
- Adaptation de l'IPGRI aux exigences de la gestion de projets participatifs de développement et acquisition d'expérience significative dans ce domaine
- Renforcement direct et indirect des ONG actives au niveau de la conservation et/ou valorisation de la diversité biologique du palmier dattier et/ou de l'oasis
- Renforcement des capacités des INRA dans la connaissance, la conservation et la multiplication des ressources phytogénétiques du palmier dattier

Commentaires sur les impacts institutionnels

- La sensibilisation des décideurs politiques pour prendre des mesures dans le sens d'une meilleure conservation des ressources génétiques ;
- La vulgarisation de l'intérêt de préserver la biodiversité au niveau des politiques ;
- Une meilleure connaissance des textes de loi qui régissent le transfert de matériel génétique dans chacun des pays ;
- Adoption d'un changement stratégique visant à développer un pôle de « développement » au sein de l'institution ;
- La réplique IPGRI a changé de stratégie en 2005 : la diversité pour le bien être de la démarche participative dans la recherche-développement ;
- La participation des ONG et des institutions internationales dans une logique de synergie en vue de mieux conserver la biodiversité ;
- L'acquisition de compétences et d'expériences en matière de gestion de projet de « développement » en relation directe avec les prérogatives de l'IPGRI touchant la biodiversité ;
- L'approche décentralisée de la gestion des projets par l'IPGRI a été renforcée via notamment l'ouverture de bureaux dans chacun des trois pays ;
- Renforcement de l'image et de la présence de l'IPGRI dans chacun des trois pays et dans la région.
- Plusieurs conventions (23 au total) ont été signées avec les ONGs et les organisations de base dans le cadre de la dynamique de préservation des ressources génétiques du palmier dattier initiée par le projet ;
- D'importantes ressources financières additionnelles ont été mobilisées pour la préservation des ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis ;
- Le renforcement du partenariat entre OG et ONG via des actions communes ;
- L'implémentation d'une coopération plus durable via un réseau d'agriculteurs au niveau régional.
- Renforcement de la capacité de multiplication des ressources phytogénétiques du palmier dattier ;
- Renforcement de la capacité de recherche et d'amélioration génétique de plantes ;
- Renforcement des laboratoires dans la capacité de multiplication des variétés de palmier dattiers en voie de disparition ;
- Renforcement de la production de plants sains in vitro ;
- Mise au point d'une démarche de diagnostic participative selon l'approche MARP pour identifier et conserver in situ les variétés de palmier dattier
- Le renforcement des capacités à caractériser les variétés peu connues via les différents modes physiques, chimiques et morphologiques ainsi que par empreinte génétique (électrophorèse) ;
- Le renforcement des capacités humaines et la maîtrise de nouvelles techniques de multiplication in vitro ;
- L'instauration d'une habitude de collaboration synergique entre chercheurs et agriculteurs ;

- Des formations pour le renforcement des capacités nationales pour la protection des propriétés et pour encourager l'échange de germoplasmes ;
- Une vulgarisation de la législation et de la réglementation régissant les ressources génétiques du palmier dattier et l'échange de germoplasmes ;
- Des formations pour le renforcement des capacités nationales ont été organisées : 97 formations organisées au profit de 385 participants chercheurs-développeurs et 15 formations au profit de 143 agriculteurs ;
- Des visites d'études nationales au profit du personnel de R&D et des agriculteurs ont été organisées : 13 visites nationales au profit de 185 agriculteurs et 51 personnels des structures de R&D ;
- Des visites d'études régionales entre les 3 pays ont été organisées : 10 visites au profit de 42 agriculteurs et 37 techniciens, chercheurs et développeurs.

- Les changements au niveau de l'agence d'exécution (IPGRI)

Les principaux changements concernent le caractère même de l'institution. En effet, l'IPGRI a su gagner en expérience de développement ouvrant ainsi la porte à une nouvelle façon d'aborder la biodiversité : la Recherche-Développement. Ceci a été clairement démontré via cette expérience. L'IPGRI a pu ainsi enrichir sa démarche classique avec une « véritable approche développement ». La conservation in situ ne prend tout son sens que si le caractère de développement est pleinement intégré à la dimension « recherche ».

L'autre changement est au niveau de l'apprentissage de la démarche de gestion d'un projet participatif. Il est fondamental de reconnaître que les « véritables » gestionnaires de la biodiversité sont les paysans et les agriculteurs, la Recherche et les institutions gouvernementales qui sont également des acteurs clés. L'IPGRI a gagné en efficacité en abordant l'ensemble des acteurs et en les impliquant dans une approche intégrée. Ce projet constitue en ce sens une véritable innovation dans le monde de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique.

La démarche collaborative entre l'IPGRI et les institutions locales, nationales et internationales a démontré que l'IPGRI a su s'adapter à cette exigence participative et de conservation in situ. Il est nécessaire de signaler que le partenariat prend dans ce projet un cachet décentralisé de mise en place et de gestion des initiatives de conservation et d'utilisation durables de la biodiversité.

- Les changements au niveau du partenaire de l'agence d'exécution (INRA)

Les INRA ont su s'adapter à la coopération et au partenariat avec un projet géré par une institution internationale à caractère non gouvernemental. Cette adaptation a permis de faire évoluer les rapports que l'INRA pouvait avoir avec les organismes de développement gouvernemental ou non gouvernementaux.

Le principal changement reste au niveau de l'intégration de la dimension participative dans la Recherche. Les diagnostics participatifs ont montré que les chercheurs et les laboratoires gagnaient beaucoup en pertinence et efficacité à travers la participation des agriculteurs. Ces derniers, ont su apporter très rapidement des résultats tangibles et ont engendré des changements dans les orientations de Recherches ainsi que dans le choix du matériel biologique, objet des recherches.

Les INRA ont ainsi été exposés à une nouvelle approche « Recherche-Développement » qu'ils semblaient encore ne pas maîtriser parfaitement dans le sens où ils ont beaucoup plus bénéficié de l'apport du savoir-faire des agriculteurs et de leurs connaissances du matériel végétal identifié dans le diagnostic ainsi que dans le récupération d'échantillons de matériel végétal que les agriculteurs n'ont récupéré de matériel végétal multiplié. Les causes diverses de retard et de décalage des résultats ont été à l'origine de cette situation, mais reste qu'il est nécessaire que les INRA continuent à travailler en vue d'une restitution du matériel végétal multiplié dans une logique « gagnante-gagnante ».

- Les changements au niveau des ONG locales et nationales via le renforcement des capacités

La dynamique locale engagée par le projet semble se prolonger et initier de nouvelles initiatives via un tissu associatif fort et actif et un renforcement des capacités initié par le projet. Les partenariats et les accords de coopération conclus dans les différents pays ont permis d'ouvrir la voie pour la plupart des ONG, à la coopération et au cofinancement tel qu'avec le GEF/SGP et les autres bailleurs de fonds.

En Algérie, les 7 conventions et les échanges régionaux d'expériences et de savoir-faire ont créé des Gestion Participative des Ressources Phytogénétiques du Palmier Dattier au Maghreb -RAB/98/G31/A/1G/71

dynamiques de développement nouvelles et durables telles que dans les domaines de l'artisanat de la manufacture, de la transformation des produits de la datte et des sous-produits du palmier dattier ou encore le renforcement des activités féminines et la création de sources de revenus additionnelles.

- Les changements sur les politiques nationales

Le changement dans la politique nationale de développement agricole est manifesté grâce à cette prise en compte de la nouvelle préoccupation de protection de la biodiversité et d'utilisation durable de certaines variétés en voie de disparition. Ces politiques se sont accompagnées de mesures concrètes telles qu'en Algérie où au minimum 20% des variétés subventionnées par le programme régional de développement agricole doivent être des variétés communes recevant ainsi 300DA par plantation ayant réussie.

Les variétés hautement subventionnées ne se limitent plus à la variété Deglet Nour mais englobent 20 variétés qui bénéficient de 600 DA par plant réussi.

En Algérie, « l'Etat Providence » a cédé progressivement la place à la participation citoyenne et au partenariat pour le développement local dans le domaine de la conservation de la biodiversité et la valorisation et l'utilisation durable des ressources phytogénétique du palmier dattier

- La gestion de l'après projet et le potentiel de replicabilité

Les INRA sont les seules institutions capables de continuer à approfondir la dynamique initiée par le projet sur le plan de la Recherche et de la capacité de multiplication. Le secteur privé, via les pépinières et les laboratoires privés, peut continuer à développer la production de vitroplants sains à distribuer dans les différentes régions oasiennes des trois pays. Les INRA se doivent de trouver les moyens financiers souvent dérisoires pour préserver les acquis du projet tels que le recrutement des techniciens de laboratoire ayant bénéficié d'expertises en manipulations biotechnologiques et ou le développement d'équipes de Recherche liée à la diversité biologique du palmier dattier, voie de la diversité biologique du système oasien. Cette situation s'applique en Tunisie pour un technicien de laboratoire et deux techniciens en Algérie qui ont dû quitter l'équipe du laboratoire pour manque de budget en dépit des faibles investissements nécessaires.

Les ONG locales et nationales sont les seules à être en mesure de perpétuer la dynamique participative locale et nationale pour l'utilisation et la conscientisation des populations des autres régions du pays. Elles peuvent jouer un rôle de pont entre l'offre de souches de variétés de palmier dattiers détenues par les agriculteurs et la demande des laboratoires en ce matériel précieux. Les ONG sont également les mieux outillées pour distribuer les vitroplants issus de la multiplication in vitro des variétés rares aux agriculteurs afin de garantir leurs durabilité et obtenir l'adhésion des agriculteurs de façon continue et efficace.

La naissance de nouveaux projets permettront à l'IPGRI de continuer sur sa lancée les acquis de ce projet tout en réorientant la problématique vers la gestion durable des écosystèmes oasiens où le palmier dattier joue un rôle de premier plan mais où toutes les autres dimensions économiques et sociales viennent renforcer l'efficacité d'une intervention sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

6.4 Replicabilité du projet

Plusieurs aspects ont été pris en compte pour la replicabilité des acquis du projet, l'essentiel de ces aspects a visé le fait de :

- Combiner le mode de conservation in situ et ex situ est une démarche fortement recommandée dans le cas de la biodiversité. Elle permet de créer une synergie entre ces deux aspects souvent complémentaires, car l'une nourrit l'autre et permet de dégager de meilleurs résultats sur la conservation à court, moyen et long termes.
- Au-delà de cette combinaison entre conservation in situ et ex situ, c'est la synergie entre recherche et développement dont il est question. C'est la prise en compte dans les futurs projets et initiatives de la nécessité de combiner les deux éléments pour atteindre cet effet synergique qui a démontré son efficacité.

- La participation des « véritables » gestionnaires de la biodiversité (agriculteurs, paysans etc.) est un élément clé de la réussite d'une approche de conservation in situ et pertinente ex situ. La participation des agriculteurs dans la phase de diagnostic et dans la phase de plantation des rejets de variétés de palmiers dattiers en voie de disparition est un excellent exemple de ce que peut être une « conservation participative » de la biodiversité. L'autre intérêt de répliquer une telle démarche participative est lié à l'aspect fondamental de « l'utilisation durable des ressources phytogénétiques », cet aspect ne peut être conçu de façon efficace sans la participation des acteurs ruraux.
- Les banques de gènes qui sont en projet dans les trois pays vont trouver ici une bonne base méthodologique et d'approche pour la conservation ex situ des variétés de palmier dattier, des inventaires ayant déjà été élaborés dans chacun des pays et cela peut profiter aux autres variétés végétales plus largement. La conservation ex situ doit tenir compte de plusieurs facteurs qui sont liés souvent à la pertinence de conservation de telle ou telle variété. Elle doit tenir compte également des ordres de priorités que le chercheur ne doit pas seul définir à moins qu'il soit concerté avec les utilisateurs locaux du matériel végétal.
- L'induction d'un changement au niveau politique et institutionnel est l'un des principaux acquis qui doit être au centre des futures interventions dans ce domaine. Les mesures prises en Algérie pour inciter à la plantation de variétés alternatives à la Deglet Nour est un exemple éloquent de ce que peut être un changement de cette nature, ou encore les aides de l'Etat conditionnées par 20% de plantations autre que les variétés considérées souvent à tort comme étant à « hautes valeurs ajoutées ». ces changements sont longs à venir et nécessitent beaucoup de communication et de moyens humains.
- Renforcement de la dimension maghrébine pour le traitement des questions liées à la diversité biologique. Cette dimension doit s'inspirer du succès de la coopération et du partenariat « décentralisé » entre les agriculteurs, les corporations et les laboratoires de recherche. Ces collaborations ont souvent apporté de réponses trouvées auprès du pays voisin ou au niveau de la région. La conception d'initiatives dans ce sens doit cependant faire l'objet d'une attention particulière au niveau de la répartition des rôles et des tâches.
- L'équipe d'un projet participatif de cette nature nécessite des compétences managériales très prononcées et une bonne connaissance de l'approche en question. Un tel projet ne peut être géré de façon « administrative » comme c'est souvent le cas dans ce genre de projet. Les bailleurs de fonds recherchent de plus en plus des équipes décentralisées et détachées de la structure gouvernementale partenaire tout en confiant le projet à une institution Non gouvernementale voire même gouvernementale. Le projet confirme l'intérêt que peut susciter une telle approche.
- La participation du secteur privé est également un élément à prendre en considération pour le succès de ce genre de projet qui touche non seulement aux aspects biodiversité du point de vue génétique et biotechnologique mais également du point de vue économique et social. Cette expérience doit être considérée comme pilote au niveau de son effort à aborder la question des forces du marché des dattes. Ceci est valable sur d'autres variétés et aspects de la biodiversité.

7 Recommandations

Les recommandations portent sur trois aspects liés à la durabilité des acquis enregistrés grâce au projet, à la replicabilité des points forts du projet ainsi qu'aux mesures à prendre pour répondre aux nouveaux besoins impulsés par le projet aussi bien au niveau régional que national ou encore local. Ces éléments sont également traités dans une optique de transversalité des thèmes abordés par le projet (biodiversité, économique, écologique, social, technologique, culturel etc.).

7.1 Recommandations pour la durabilité des acquis après le projet

Il est indéniable que le potentiel de multiplication des variétés communes des palmiers dattiers a été accru de façon significative ; les infrastructures ont été renforcées ainsi que les capacités humaines et techniques. Ceci

étant, il est également à considérer que certains de ces acquis risquent d'être peu durables en particulier au niveau des capacités humaines à défaut de continuité. Il s'agit de :

- Garantir la continuité des postes pourvus grâce à l'intervention du projet dans les laboratoires pour la conservation ex situ
- Renforcer la dynamique participative en impliquant d'avantage les ONG locales
- Renforcer les partenariats initiés par le projet grâce à l'intervention des structures nationales
- Renforcer la coopération et la participation décentralisée entre les trois pays au niveau des capacités biotechnologiques, du matériel végétal et de la sauvegarde de la biodiversité oasienne.

1 L'exemple le plus éloquent, celui des techniciens de laboratoires de l'INRAA qui ont été remerciés une fois le projet terminé alors même que se sont les seuls en mesure de pouvoir faire certaines manipulations biotechnologiques liées à la multiplication par inflorescence et bien d'autres manipulations acquises grâce à l'intervention directe du projet via des formations de perfectionnement et des stages entre les laboratoires des trois pays bénéficiaires du projet. Cette situation est identique en Tunisie où le laboratoire de Deguèche rencontre le même type de difficultés pour maintenir la technicienne.

L'INRAA semble avoir manifesté son engagement pour remédier à cette situation et réintégrer ces techniciens dans les meilleurs délais, reste que cette décision est très importante pour conserver les compétences et les développer au niveau national.

1 La dynamique participative qui est considérée comme très positive grâce à ce projet et en particulier au niveau de la participation des agriculteurs peut régresser si certaines mesures ne sont pas prises par les différents acteurs aussi bien au niveau local que national dont :

- o le Comité Site Local doit se constituer en une ou plusieurs associations. Certaines existent déjà dans le domaine de la biodiversité, mais il est fondamental de canaliser cette dynamique de façon structurée et dans la continuité des acquis du projet dans le domaine de la conservation in situ.
- o Les partenariats impulsés par le projet doivent continuer et se développer que se soit entre les ONG elles mêmes ou entre les ONG et les organisations gouvernementales tels que (Wilaya, Offices, directions agricoles, corporations agricoles etc.).

2 Exploiter au mieux les capacités techniques, humaines et infrastructurelles déjà existantes, reste que les laboratoires souffrent après le projet du manque de moyens, souvent dérisoires sur le plan financier, mais combien précieux pour la continuité des activités de multiplication et de recherche sur le palmier dattier et sur les autres végétaux. En effet, quelques milliers de dollars annuels suffiraient aux laboratoires pour acheter les matières premières telles que Agar Agr, ou les hormones de croissances et d'induction, tubes et boites de pétries etc. Ces moyens peuvent également être apportés moyennant une opération de vente des produits du laboratoire (les vitroplants de variétés rares de palmiers dattiers aux agriculteurs par l'intermédiaire d'une ONG qui pourrait avoir un rôle entre « offre » et « demande ». Les agriculteurs ont confirmé leur disposition à acheter les plants et le laboratoire a confirmé sa disponibilité à « vendre » ses vitroplants.

En résumé, la majorité des acquis sur les conservations in situ et ex situ sont durables. Tous les ingrédients sont là pour assurer une durabilité accrue de certains autres résultats, en particulier aux relatifs aux renforcements des capacités. Il suffit d'articuler certains acquis et de mettre en place des mécanismes économiques et financiers simples et efficaces entre les différents acteurs au niveau local et national.

7.2 Recommandations pour la replicabilité des points forts du projet

Le projet a démontré sa capacité à innover à plus d'un titre, il convient de prendre ces acquis comme une base potentielle de réplication que ce soit au niveau des trois pays (via la réplication horizontale sur d'autres sites) ou au niveau d'autres pays. Cette réplication peut également s'appliquer au palmier dattier comme il est possible de l'élargir à d'autres espèces végétales ou animales. Cette approche peut également servir pour d'autres thématiques liées à l'environnement de façon plus large telles que les systèmes oasiens ou encore, la lutte contre la désertification. Voici les principales recommandations à ce sujet :

Aspects répliquables	description	remarques
<p>Combinaison entre conservation in situ et ex situ</p>	<p>La synergie démontrée par ce projet démontre que les deux modes de conservation sont complémentaires si l'on veut atteindre des résultats durables et efficaces. La conservation in situ alimente en matériel végétal la conservation ex situ qui en retour et après de nombreuses années alimente la conservation in situ.</p>	<p>Attention à la durée d'un projet de cette nature car le cycle biologique de la ressource doit être prise en compte en plus de la durée nécessaire pour la multiplication in vitro et les exigences temporelles d'un projet de cette nature.</p>
<p>Adoption d'une démarche participative dans la conservation et la gestion durable des ressources phylogénétiques</p>	<p>La démarche participative aide de façon très efficace à la connaissance de la ressource génétique et au savoir-faire qui lui sont reliés Cette démarche nécessite beaucoup de moyens car les résultats sont décalés dans le temps bien que pertinents et efficaces à terme.</p>	<p>Les moyens matériels et temporels nécessaires sont souvent sous-estimés dans ce type de projet, il faut prendre en considération de façon réaliste ces aspects, La durée de latence des résultats doit être prise en compte dans la planification des produits afférents ;</p>
<p>Autres ressources phylogénétiques que le palmier dattier</p>	<p>Le concept du « système oasien » semble plus pertinent que le palmier dattier sur le plan écologique ; Il est nécessaire de continuer sur la lancée de ce projet pour mieux maîtriser la ressource phylogénétique du palmier dattier ; bien que les résultats soient très positifs, il reste beaucoup à faire encore à ce niveau ;</p>	<p>Maîtriser les ressources phylogénétiques du palmier dattier peut être considéré comme pilote, mais il est nécessaire de continuer les efforts après projet tout comme il est nécessaire de déployer ce genre d'approche innovante pour d'autres types de ressources génétiques ;</p>
<p>Gestion et ancrage institutionnel du projet</p>	<p>La gestion du projet nécessite des compétences techniques et managériales très particulières au niveau participatif, avec une bonne connaissance des aspects liés à la biodiversité, sans pour autant être spécialiste du palmier dattier ;</p>	<p>Des spécialistes de la ressource biologique doivent intervenir à des moments clés du projet sans pour autant être gestionnaires du projet ; les compétences managériales du projet, la capacité de fédérer autour du projet semblent prioritaires ;</p>
<p>La dimension régionale d'un projet participatif de conservation de ressources phylogénétiques</p>	<p>La dimension régionale d'un projet de conservation des ressources phylogénétique à des limites malgré tout l'intérêt qu'elle a pu démontré dans ce projet ; L'adoption d'une dimension régionale dans ce genre de projets doit être accompagnée d'une répartition claire des budgets et des rôles entre les différents acteurs ; L'équipe de gestion doit se doter d'une plus grande flexibilité et marge de manœuvre dans la gestion des fonds afin de pouvoir adapter les budgets en fonction de la réalité propre à chacun des pays ;</p>	<p>Le personnel du projet doit faire l'objet d'une plus grande attention pour éviter les turnovers et conflits d'intérêts dans le cas où le coordonnateur national se trouve être un ancien fonctionnaire du partenaire de l'organisme d'exécution alors même qu'il est sensé être partie intégrante de l'organisme d'exécution l'IPGRI pour le compte du projet ; Certaines composantes trouvent tout leurs sens dans certains pays mais pas dans d'autres, le souci d'équité peut engendrer une planification de projet très inapproprié ;</p>
<p>Le partenariat au niveau local, national et régional</p>	<p>La conservation et la gestion de la biodiversité gagne beaucoup en efficacité avec la participation des ONG et des corporations professionnelles ; L'approche participative nourrit ce partenariat et inversement, cette synergie se trouve entretenue lorsque les partenariats sont considérés comme partie</p>	<p>Les partenariats locaux et les cofinancements sous forme de microfinancements sont souvent insuffisamment considérés dans ce genre de projets ;</p>

	intégrante du projet et non comme un accessoire de résultat ;	
La sensibilisation sur la conservation, valorisation et utilisation de la biodiversité	L'approche participative et la conservation in situ nécessitent sans aucun doute une forte composante de sensibilisation, de communication et de valorisation des informations ; Le changement de politiques et l'adoption de nouvelles mesures nécessitent beaucoup d'efforts au niveau de la sensibilisation qu'elle soit au niveau local qu'aux niveaux national ou régional ;	La sensibilisation a souvent été associée à des actions distinctes des autres résultats ou produits du projet, reste que ce projet montre qu'il est possible d'intégrer la sensibilisation et la communication à toutes les activités et produits du projet : c'est une innovation qui mérite d'être répliquée dans ce type de projets ;
Les microfinancements d'activités au niveau local	Les microfinancements ont démontré qu'ils peuvent s'avérer très efficaces dans ce genre de projet, la capacité des acteurs locaux se trouve renforcée de façon directe et les résultats nourrissent l'approche participative et les synergies entre acteurs locaux et nationaux qui à son tour renforce directement la conservation in situ et ex situ des ressources phytogénétiques.	L'impulsion, la gestion et la canalisation des effets d'activités cofinancées par des microfinancements nécessitent des compétences particulières et une planification conséquente au niveau du cadre logique d'un projet de conservation et l'utilisation durable et participative de la diversité biologique.

7.3 Recommandation pour répondre aux nouveaux besoins impulsés par le projet

Le revers de la médaille du succès du projet est la création et l'accentuation de nouveaux besoins à plusieurs niveaux tels que les laboratoires de culture in vitro, des agriculteurs ayant participé ou non au projet, aux associations locales et nationales, au niveau de l'administration publique en charge du secteur agricole et de l'environnement sans oublier les exigences au niveau des besoins engendrés par les changements enregistrés au niveau institutionnel et des politiques agricoles et environnementales.

- Continuer à développer les capacités des laboratoires de culture in vitro au niveau des technologies autres que celles utilisées à ce jour, à maintenir une forme de « veille technologique » et à renforcer la capacité de production de vitroplants en terme de nombre, de taux de réussite et de nombre variétal.
- Il est fortement recommandé de développer un partenariat avec des pépinières du secteur privé qui vont avoir un rôle complémentaire à la conservation in situ et ex situ, elles formeront un « pont » entre les deux afin de renforcer la capacité de production nationale des variétés sollicitées sur actuellement sur le marché et en prévision des changements dans les types de variétés produites amorcées ou renforcées par le projet.
- Il est fondamental de pouvoir répondre à l'attente qui se fait de plus en plus pressante au niveau des agriculteurs et des organisations locales professionnelles qui ont exprimés une demande explicite de rejets de variétés particulièrement convoitées a été enregistrée lors de l'évaluation. Ces besoins nouveaux ont été alimentés essentiellement par l'approche participative adoptée en particulier lors du diagnostic variétal alors même que le projet se termine. L'enjeu de l'après projet sera de répondre à ces nouveaux besoins, qui va le faire ? comment ? avec quels moyens ? tels sont les enjeux que les ONG, le secteur privé et les INRA devront répondre avec la contribution et la participation d'autres partenaires. sur les sites du projet.
- Au niveau des ONG la situation est moins tendue où certaines des conventions ont été intégralement réalisées d'autres sont en cours de réalisation, reste à savoir comment les ONG vont pouvoir compter sur leurs capacités respectives à aller chercher des co-financements, à monter des projets et à développer leurs portefeuilles de partenaires ou de bailleurs de fonds. La relation avec les institutions gouvernementales représente également un potentiel intéressant pour répondre aux besoins grandissants des ONG, les directions régionales agricoles ou environnementales ainsi que les INRA peuvent jouer ce rôle en partie.
- Au niveau des administrations publiques, l'enjeu reste à canaliser les programmes et projets de l'Etat dans le domaine du développement du secteur des dattes et des périmètres irrigués oasiens. C'est au niveau de l'encadrement et de la démarche participative que résiderait le besoin si tel était le cas.

- Au niveau des politiques nationales et locales il été très utile de clarifier le sens des textes législatif dans le domaine des échanges de germoplasme. Cette meilleure compréhension a corrigée certaines compréhension erronées tels que l'interdiction d'exporter le matériel végétal en Tunisie, cette interdiction n'a trouvé aucune trace dans la législation, c'est une confusion qui a régnée jusqu'à ce que le projet intervienne pour vulgariser le contenu des textes de lois déjà en vigueur, ces texte interdisent l'importation et non pas l'exportation de variété sauf pour les finalités de recherche. Cet exemple montre que le travail de vulgarisation et de diffusion de l'information entre les institutions spécialisées ainsi qu'au niveau national reste à faire et constitue en ce sens un besoin mis en évidence ou renforcé par le projet.
- Au niveau de la dimension maghrébine le projet a démontré qu'une coopération décentralisée entre les pays est plus efficace qu'une coopération institutionnelle pour la conservation de la biodiversité. Les échanges entre agriculteurs ou spécialistes de questions liées à la biodiversité a apporté une forte satisfaction aux différents acteurs qui ont participé à ces échanges. Cet échange semble devenir une des préoccupations des acteurs tels que responsables et techniciens de laboratoires, chercheurs, agriculteurs, corporations agricoles et de commercialisation etc. les INRA peuvent jouer un rôle significatif à ce niveau avec l'appui d'ONG et du secteur privé. Ces initiatives peuvent trouver également des échos auprès des institutions de coopération nationales et internationales.

8 Leçons apprises

Le projet nous a permis de dégager 20 leçons majeures :

1. L'efficacité enregistrée de l'approche participative dans la conservation et la gestion durable des ressources phylogénétiques

La démarche participative aide de façon très efficace à la connaissance de la ressource génétique et aux savoir-faire qui lui sont reliés. Elle nécessite beaucoup plus de moyens qu'elle n'en a l'air car les résultats sont décalés dans le temps bien que pertinents et efficaces à terme.

2. L'effet synergique dégagé de la combinaison entre la conservation in situ et ex situ des ressources génétiques

La synergie démontrée par ce projet démontre que les deux modes de conservations sont complémentaires si l'on veut atteindre des résultats durables et efficaces.

La conservation in situ alimente en matériel végétal la conservation ex situ qui en retour et après de nombreuses années alimente la conservation in situ.

Une attention toute particulière est à donner à la durée d'un projet de cette nature car le cycle biologique de la ressource doit être pris en question en plus de la durée nécessaire pour la multiplication in vitro et les exigences temporelles d'un projet de cette nature.

3. Priorités des thèmes liés à la biodiversité dans les trois pays et la pertinence du palmier dattier

Maîtriser les ressources phylogénétiques du palmier dattier peut être considéré comme pilote, mais il est nécessaire de continuer les efforts après projet tout comme il est nécessaire de déployer ce genre d'approche innovante pour d'autres types de ressources génétiques.

Le thème du « système oasien » semble plus pertinent que le palmier dattier sur le plan écologique ;

4. Les instruments économiques identifiés et les solutions innovantes

Les micro financements ont démontrés qu'ils peuvent s'avérer très efficaces dans ce genre de projet, la capacité des acteurs locaux se trouve renforcées de façon directe et les résultats nourrissent l'approche participative et les synergies entre acteurs locaux et nationaux qui à son tour renforce directement la conservation in situ et ex situ des ressources phylogénétiques.

5. L'amélioration des sources de revenus par la conservation de la biodiversité peut être sous formes diverses :

La création de nouvelles opportunités d'exportation et d'écoulement pour des variétés communes à plus forte valeur ajoutée que celle de Deglet Nour ;

La valorisation des dattes communes et des sous produits de la datte autre que pour l'alimentation humaine (alimentation animale, composte, bioénergie et bioalcool) ;

L'étalement des revenus avec des cultures plus précoces et plus tardives que la variété dominante ;
La création et la diffusion de nouvelles recettes de cuisines à base de dattes communes favorisant la mise en valeur des variétés connues pour leurs faibles valeurs ajoutées ;
La création d'emplois spécialisés pour les femmes les jeunes et les artisans autour de la matière première produite par les palmiers dattiers de variétés communes offrant une plus grande valeur ajoutée via l'artisanat ;
La contribution à l'organisation des filières de produits du palmier dattier et l'organisation des premières foires et fêtes nationales de la datte.

6. Lutter plus efficacement contre les forces du marché pour limiter l'érosion génétique et inverser la tendance

Des produits alternatifs pour valoriser des cultivars menacés ont été développés et des échanges des résultats ont été intensifiés dans la région

De nouveaux produits ont été testés : plusieurs variétés dans de nouveaux emballages, vinaigre de dattes, sirop de dattes, jus de dattes, confiture de dattes, produits de l'artisanat (à base de feuilles, à base de palmes, à base de pétiole (kornef), à base de tronc

La transmission du savoir-faire de génération en génération ainsi que d'un pays à l'autre ;

Des foires de dattes ont été développées et sont devenues des rendez-vous fixes fêtant et la datte et les produits des palmiers dattiers (Ghardaïa , Erfoud , Kerkennah)

7. Les leçons concernant la formulation initiale d'un projet participatif de conservation et d'utilisation durable des ressources génétiques

Bien que l'approche du projet peut être considérée comme innovante au niveau des principes et des objectifs spécifiques, la formulation du projet semble ne pas avoir pris suffisamment en considération des aspects propres à la démarche participative qu'elle est sensée mettre en place et qui constitue un des aspects innovants de la conservation et de l'utilisation durable des ressources Phytogénétiques, non seulement à titre de projet sur les palmiers dattiers, mais également à titre de projet pilote dans la gestion participative de la biodiversité de façon plus générale.

L'objectif principal du projet étant de mieux conserver et d'utiliser de façon plus durable les Ressources Phytogénétiques du palmier dattier, les trois objectifs spécifiques semblent bien répondre de façon directe à cet objectif, bien qu'il soit nécessaire de faire certains commentaires permettant de tirer des leçons sur ces aspects.

Le projet montre que les modes de conservations in situ et ex situ doivent être perçues comme complémentaires, le projet a su combiner ces modes de conservations via le rapprochement entre chercheurs en laboratoire et agriculteurs considérés comme producteurs et détenteur des souches de variétés, autrement dit de matériel génétique souvent considéré comme rares voir même en voie de disparition ;

La dimension participative a été pertinente pour de tels objectifs, reste que les activités qui ont été planifiées ont été très en deçà de la réalité des besoins d'une telle démarche ;

Les moyens financiers d'un tel projet étalé sur 5 sites répartis sur 3 pays et sur 5 ans sont évidemment insuffisants. Par contre, le nouveau système comptable du PNUD semble mieux adapté pour un projet de cette nature, le contraste relevé avec l'évaluation à mi-parcours conforte bien cette idée ;

Le choix des sites gagnerait à être plus souple dans un projet étalé dans le temps et devant s'adapter aux nouvelles réalités locales et aux priorités nationales. Par ailleurs, les instances et organismes internationaux ne font pas exception à la règle y compris pour le GEF et le PNUD ;

L'ancrage institutionnel a posé de nombreuses questions, sur le partage des responsabilités qui est resté flou durant toute la durée du projet, la distinction entre responsables gouvernementaux et exécutants n'est pas évidente à comprendre par les différents acteurs du projet, la relation entre IPGRI et les INRA n'a pas été clarifiée dès la conception du projet et cela a eu des conséquences de frictions dont le projet aurait pu se passer compte tenu des moyens temporels et financiers limités.

L'agence d'exécution a eu un statut d'ONG dans les pays concernés par le projet, alors que tous les INRA avaient pour coutume de traiter avec l'institution connue comme centre de recherche international sur les ressources phytogénétiques, cet élément est venu s'ajouter au manque de clarification dès le départ.

L'agence d'exécution a également adopté une double comptabilité, celle de l'IPGRI et celle exigée par le PNUD, compliquant inutilement la gestion et occupant en permanence des ressources du projet. Cette

expérience démontre que les projets de cette nature institutionnelle, doivent tenir compte de ces clarifications dès la formulation du projet.

8. Les risques inhérents à la dimension régionale d'un projet participatif

La dimension régionale d'un projet de conservation des ressources phylogénétique semble atteindre des limites malgré tout l'intérêt qu'elle a pu démontrer dans ce projet ;

L'adoption d'une dimension régionale dans ce genre de projets doit être accompagnée d'une répartition claire des budgets et des rôles entre les différents acteurs ;

L'équipe de gestion doit se doter d'une plus grande flexibilité et marge de manœuvre dans la gestion des fonds afin de pouvoir adapter les budgets en fonction de la réalité différentes de chacun des pays ;

Le personnel du projet doit faire l'objet d'une plus grande attention pour éviter les turnovers et conflits d'intérêts dans le cas où le coordonnateur national se trouve être un fonctionnaire du partenaire de l'organisme d'exécution alors même qu'il est sensé être partie intégrante de l'organisme d'exécution l'IPGRI pour le compte du projet ;

Certaines composantes trouvent tout leurs sens dans certains pays mais pas d'en autres, le souci d'équité peut engendrer une planification de projet très inapproprié ;

9. La flexibilité et les critères de choisi des sites du projet

Le choix des sites d'un projet pareil doit faire l'objet d'une meilleure prise en compte des facteurs de contraintes inhérentes à la gestion de projet, à l'exigence de la conservation de la biodiversité, à la complexité des changements souhaités, des contraintes temporelle et biologique. Ces aspects n'ont pas suffisamment été prise en compte dans ce projet entraînant : des décalages dans l'obtention des produits, des délais jugés souvent très courts, des moyens jugés trop limités et un schéma de planification ou Cadre Logique trop rigide etc.

Selon les pays le choix des sites a été jugé plus ou moins judicieux selon les critères qu'il convient de proposer dans les leçons apprises :

Critère de choix de site proposé	Perception du choix des sites selon le pays		
	Algérie 1 site	Maroc 2 sites	Tunisie 2 sites
a. Dimension des sites	Plutôt adaptée	Plutôt inadaptée	Plutôt Adapté
b. Distance séparant les sites dans chacun des pays	Le laboratoire de l'INRAA étant à 700 km du site (inadapté)	inadapté	Plutôt adapté
c. Distance séparant les sites entre les pays	Distance à forte implication budgétaire	Distance à forte implication budgétaire	Distance à forte implication budgétaire
d. Taille de l'équipe de coordination nationale et régionale	Plutôt adaptée	inadaptée	Plutôt inadaptée
e. La perception de la priorité du thème au niveau des agriculteurs et acteurs présents dans le site	Plutôt adapté quoi qu'il existe des sites plus adaptés	Plutôt adapté	Adapté sauf pour le second (chenenni)
f. La priorité et la pertinence de la ressource génétique du palmier dattier au niveau national	Priorité croissante	prioritaire	prioritaire
g. Les moyens budgétaires alloués au projet et à la dimension site	insuffisants	insuffisants	insuffisants
h. Les moyens budgétaires alloués à l'approche participative	insuffisants	insuffisants	insuffisants
i. Les délais alloués au projet face aux exigences de l'approche participative et de la durée du cycle biologique de la ressource génétique « palmier dattier »	Inadapté au palmier dattier et à l'approche participative (7 à 10 ans) auraient été nécessaires	Inadapté au palmier dattier et à l'approche participative (7 à 10 ans) auraient été nécessaires	Inadapté au palmier dattier et à l'approche participative (7 à 10 ans) auraient été nécessaires

Ces critères pourraient servir d'éléments de base pour contribuer à identifier les choix des sites de façon plus rationnelles et plus adaptées à la démarche, mais elles ne peuvent à elles seules constituer des critères

suffisants. Il est nécessaire d'y ajouter les aspects administratifs, sécuritaires, politiques etc. qui dépassent de loin ces aspects relevés lors de l'évaluation par les différents acteurs rencontrés.

10. Les principales difficultés rencontrées lors de la gestion du projet et les solutions envisagées

Les principaux défis relevés par l'équipe de coordination du projet :

L'équipe du projet a su relever de nombreux défis qu'ils ont pu identifier lors d'un exercice d'auto évaluation.

« La mise en œuvre du projet a été confrontée à plusieurs difficultés dont :

Le changement du Coordonnateur Régional du projet et tout au long des 5 années du projet, d'autres changements de responsables des institutions internationales, nationales ont eu des effets sur le projet (surtout après le départ de ceux qui ont été sensibilisés à la problématique du projet) ;

Changement 3 fois des coordonnateurs du FEM région arabe ;

Changement des responsables au niveau des Ministères et au niveau des organismes nationaux et locaux partenaires ;

Changement des directeurs des INRA des 3 pays ;

Changement au niveau du personnel de l'équipe d'exécution du projet ;

La lenteur du démarrage du projet en 2001 ;

Baisse du taux de change du dollar après Septembre 2001, Augmentation du prix ;

Un projet régional à approche interdisciplinaire et multi institutionnel avec un grand nombre de produits et d'activités mais avec budget assez limité et une durée relativement courte (5ans) pour un projet de palmier dattier ;

Un projet dont un des 4 résultats est axé sur le développement des marchés des produits du dattier (résultat 3 : Des marchés alternatifs identifiés et initiés pour des produits du palmier dattier susceptibles de lutter contre l'érosion génétique) mais sans budget alloué aux activités de ce résultat ;

Changement du cadre logique et en Janvier 2004.

Les facteurs ayant contribué au succès du projet :

La mise en œuvre du projet a également eu plusieurs facteurs qui ont contribué à son succès dont :

L'engagement des organisations gouvernementales partenaires et surtout des INRA et des Ministères de l'agriculture qui ont apporté tout l'appui à IPGRI pour exécuter ce projet ;

Engagement très fort des partenaires des bureaux du PNUD dans les 3 pays et appui à l'équipe du projet ;

Engagement du programme du Micro financement du FEM en Tunisie et au Maroc et un partenariat très solide avec le projet palmier dattier ;

Engagement des organisations non gouvernementales partenaires ;

Engagement des agriculteurs, des agricultrices, de la profession, des privés et de la société civile oasienne ;

Une équipe de projet motivée »

11. Les principaux critères pour un ancrage institutionnel efficace

L'ancrage institutionnel a eu un grand impact sur le succès du projet et sur les résultats atteints. Une évaluation de cet ancrage a permis de dresser un tableau comparant l'encrage recommandé selon la nature du projet à mettre en place.

Il ressort de cette analyse basée sur la perception des partenaires du projet au niveau du PNUD et de la Coordination nationale du projet vécu pendant 5 ans, que l'IPGRI a en effet été judicieusement choisi pour les activités techniques, de recherche et de sensibilisation car elle cumule les avantages que procure le double statut de l'IPGRI comme institution de recherche internationale et celui spécifique d'ONG dans les trois pays Algérie, Maroc et Tunisie.

Cet ancrage a démontré son efficacité et son efficience dans ce genre de projets liés à la biodiversité en ce qui concerne les rubriques liées à la recherche et à la sensibilisation sans oublier bien entendu celle de la mise en place de l'approche participative.

Par contre s'agissant des aspects plus réglementaires ou agissant sur le marché lié aux produits de la biodiversité via notamment l'implication du secteur privé ou encore modifier les politiques nationales en la matière. La recherche est également plus recommandée dans le cas d'un NEX étant donné la nature même des activités, l'IPGRI peut également constituer une bonne alternative en matière de recherche phytogénétique.

Ainsi selon la prédominance d'une composante dans la formulation du projet, il convient mieux de confier le projet ou sa composante à une institution plutôt qu'une autre selon ces critères issus de l'expérience acquise à

travers ce projet.

12. Le processus de changement induit auprès de l'organisme d'exécution du projet IPGRI

Adaptation de l'IPGRI aux exigences de la gestion de projets participatifs de développement et acquisition d'expérience significative dans ce domaine ;
Adoption d'un changement stratégique visant à développer un pôle de « développement » au sein de l'institution ;
La réplique de la démarche participative dans la recherche-développement ;
La participation des ONG et des institutions internationales dans une logique de synergie en vue de mieux conserver la biodiversité ;
L'acquisition de compétences et d'expérience en matière de gestion de projet de « développement » en relation directe avec les prérogatives de l'IPGRI touchant la biodiversité ;
L'approche décentralisée de la gestion des projets par l'IPGRI a été renforcée via notamment l'ouverture de bureaux dans chacun des trois pays ;
Renforcent de l'image et de la présence de l'IPGRI dans chacun des trois pays et dans la région ;

13. Le processus de changement induit au niveau de la politique de conservation de la biodiversité

La sensibilisation des décideurs politiques pour prendre des mesures dans le sens d'une meilleure conservation des ressources génétiques ;
La prise de mesures concrètes de limiter l'érosion génétique du palmier dattier tel que la décision de Monsieur le Ministre Algérien de l'Agriculture de réserver un minimum de 20% des plantations avec des variétés autres que Deglet Nour pour pouvoir recevoir des subventions ainsi que l'éligibilité de 20 autres variétés autres que Deglet Nour au barème maximal de subventions soit 600 DA au lieu de 300 DA par plant de palmier planté avec succès ;
La vulgarisation de l'intérêt de préserver la biodiversité au niveau des politiques ;
Une meilleure connaissance des textes de lois qui régissent le transfert de matériel génétique dans chacun des pays ;

14. Rôle de la société civile (agriculteurs, ONG et secteur privé) dans la conservation de la biodiversité

Le nous enseigne que :
Le renforcement direct et indirect des ONG actives au niveau de la conservation et/ou valorisation de la diversité biologique du palmier dattier et/ou de l'oasis ;
D'importantes ressources financières additionnelles peuvent être mobilisées pour la préservation des ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis
Le renforcement du partenariat entre OG et ONG via des actions communes peut être le meilleur moyen pour sensibiliser la société civile et les décideurs gouvernementaux.
Ces ONG peuvent aussi orchestrer l'implémentation d'une coopération plus durable via un réseau d'agriculteurs au niveau régional ;

15. La participation de la femme et des catégories vulnérables dans la préservation des ressources phytogénétiques

Les femmes et les jeunes ont démontrés qu'ils peuvent jouer un rôle important dans la sauvegarde de la biodiversité par la création de modes de valorisation locaux et par la transmission de savoir-faire locaux.
La participation de la femme aux activités liées à la production et à la transformation des dattes ainsi que des sous-produits du palmier dattier ;
La création d'ONG dynamiques dans la préservation des ressources génétiques et des systèmes oasiens ;
La création et la diffusion de nouvelles recettes de cuisines à base de dattes communes favorisant la mise en valeur des variétés connues pour leurs faibles valeurs ajoutées ;
La création d'emplois spécialisés pour les femmes les jeunes et les artisans autour de la matière première produite par les palmiers dattiers de variétés communes offrant une plus grande valeur ajoutée via l'artisanat ;
La contribution à l'organisation des filières de produits du palmier dattier et l'organisation des premières

foires et fêtes nationales de la datte.

16. La valorisation du savoir-faire local et de la dimension culturelle liée à la biodiversité

La classification de site au patrimoine de l'UNESCO montre l'importance de la richesse culturelle liée à un territoire et à sa diversité biologique, les réformes agraires qui ont été menés dans les trois pays ont parfois aggravés l'érosion des variétés locales de palmiers dattiers et les savoir-faires avec elles.

Ce projet a eu le mérite de « parler » le langage de ceux qui ont encore préservé certains de ces savoir-faire en impulsant leurs valorisations et leurs « renaissance » ;

Certaines pratiques de collecte, de pollinisation, d'entretien ou encore de multiplication ont été parfois oubliées au profit de la production « industrialisée » et à forte érosion génétique.

Prendre ces aspects culturels comme un aspect intégré à la conservation de la biodiversité semble devenir une condition préalable à l'efficacité d'une conservation participative efficace et durable.

17. Les innovations et les meilleures pratiques identifiées

L'approche du projet est sans conteste innovatrice au niveau des pratiques à plus d'un titre :

- intégration de l'approche participative dans la conservation des ressources phylogénétiques du palmier dattier ;
- intégration de la conservation in situ et ex situ dans une vision d'ensemble pouvant jouer un rôle complémentaire et synergique ;
- la conservation in situ apporte le matériel génétique et garantit sa durabilité, et son développement de façon naturelle ;
- La conservation ex situ multipliant et conservant des variétés incapables de se multiplier naturellement in situ ;
- Participation des acteurs locaux et nationaux dans une approche transversale du diagnostic à la multiplication voir même la production ;
- Tenter d'intégrer les dimensions économiques (forces du marché), les dimensions culturelles et sociales locales (savoir-faire locaux, valorisation), les dimensions scientifiques et techniques (recherche en biotechnologie) ainsi que les dimension juridiques (réglementation des pays en matière d'échange de germoplasme) ;
- La dimension régionale du projet entre les trois pays Algérie, Maroc, Tunisie dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable des ressources ;
- La dimension de valorisation du palmier dattier dans son écosystème tout en visant à en valoriser les sous-produits ;

18. L'importance de la clarification des prérogatives des partenaires

Une ambiguïté au niveau des responsabilités du projet entre les responsables gouvernementaux et l'agence d'exécution en particulier, ambiguïté prenant racine dès la formulation initiale du projet s'est transmise tout au long de la mise en œuvre du projet. La leçon à tirer dans ce domaine concerne la clarification dès le départ de toute responsabilité et de bien répartir les obligations des uns et des autres pour éviter ces ambiguïtés à la source ;

Le choix d'une ONG d'exécution pour un projet pareil n'est pas forcément le meilleur choix, l'idéal étant de concevoir ce genre de projet dans une logique de responsabilités modulaires où chaque intervenant est responsable d'un objectif ou d'une composante en accord avec le PNUD qui jouerait un rôle catalytique ou qu'il délèguerait à une tiers partie ;

Les cofinancements comme facteur d'induction de changement efficace auprès de la société civile

Plusieurs conventions (23 au total) ont été signées avec les ONGs et les organisations de base dans le cadre de la dynamique de préservation des ressources génétiques du palmier dattier initiée par le projet D'importantes ressources financières additionnelles ont été mobilisées pour la préservation des ressources génétiques du palmier dattier dans les oasis

Les microfinancements ont démontré qu'ils peuvent s'avérer très efficaces dans ce genre de projet, la capacité des acteurs locaux se trouve renforcées de façon directe et les résultats nourrissent l'approche participative et les synergies entre acteurs locaux et nationaux qui à son tour renforce directement la

conservation in situ et ex situ des ressources phytogénétiques ;

L'impulsion, la gestion et la canalisation des effets d'activités co-financées par des microfinancements nécessitent des compétences particulières et une planification conséquente au niveau du cadre logique d'un projet de conservation et l'utilisation durables et participative de la diversité biologique ;

19. Durabilité des acquis d'un projet participatif de conservation et d'utilisation durable des ressources phytogénétiques

Il est indéniable que le potentiel de multiplication des variétés communes de Palmiers Dattiers a été accrue de façon significative, les infrastructures ont été renforcées ainsi que les capacités humaines et techniques. Ceci étant, il est également à considérer que certains de ces acquis risquent d'être peu durables en particulier au niveau des capacités humaines à défaut de continuité.

L'exemple le plus éloquent, celui des techniciens de laboratoires de l'INRAA qui ont été remerciés une fois le projet terminé alors même que se sont les seuls en mesure de pouvoir faire certaines manipulations biotechnologiques liées à la multiplication par inflorescence et bien d'autres manipulations acquises grâce à l'intervention directe du projet via des formations de perfectionnement et des stages entre les laboratoires des trois pays bénéficiaires du projet. Cette situation est identique en Tunisie où le laboratoire de Deguèche trouve le même type de difficultés pour maintenir la technicienne.

L'INRAA semble avoir manifesté son engagement pour remédier à cette situation et réintégrer ces techniciens dans les meilleurs délais, reste que cette décision est très importante pour conserver les compétences et les développer au niveau national.

La dynamique participative qui est considérée comme très positive grâce à ce projet et en particulier au niveau de la participation des agriculteurs peut régresser si certaines mesures ne sont pas prises par les différents acteurs aussi bien au niveau local que national.

Renforcer la coopération et la participation décentralisée entre les trois pays au niveau des capacités biotechnologiques, du matériel végétal et de la sauvegarde de la biodiversité oasienne.

Exploiter au mieux les capacités techniques, humaines et infrastructurelles déjà existantes, reste que les laboratoires souffrent après projet du manque de moyens, souvent dérisoires sur le plan financier, mais combien précieux pour la continuité des activités de multiplication et de recherche sur le palmier dattier et sur les autres végétaux. En effet, quelques milliers de dollars annuels suffiraient aux laboratoires pour acheter les matières premières tels que Agar Agr, ou les hormones de croissances et d'induction, tubes et boîtes de pétries etc. Ces moyens peuvent également être apportés moyennant une opération de vente des produits du laboratoire (les vitroplants de variétés rares de palmiers dattier) aux agriculteurs par l'intermédiaire d'une ONG qui pourrait jouer ce pont entre « offre » et « demande ». Les agriculteurs ont confirmés leur disposition à acheter les plants et le laboratoire a confirmé sa disposition à « vendre » ses vitroplants.

En un mot, la majorité des acquis sur la conservation in situ et ex situ sont durables reste que tous les ingrédients sont là pour assurer une durabilité accrue de certains autres résultats, en particulier sur les renforcements des capacités. Il suffit d'articuler certains acquis et de mettre en place des mécanismes économiques et financiers simples et efficaces entre les différents acteurs au niveau local et national.

20. La prise en compte du potentiel de réplication de la démarche du projet de conservation de la biodiversité

Cette réplication peut également s'appliquer au palmier dattier comme il est possible de l'élargir à d'autres espèces végétales ou animales. Cette approche peut également servir pour d'autres thématiques liées à l'environnement de façon plus large tels que les systèmes oasiens ou encore, la lutte contre la désertification etc.

Combiner mode de conservation in situ et ex situ est une démarche fortement recommandée dans le cas de la biodiversité, elle permet de créer une synergie entre ces deux aspects souvent complémentaires, car l'une nourrit l'autre et permet de dégager de meilleurs résultats sur la conservation sur le court, moyen et long terme.

Au-delà de cette combinaison entre conservation in situ et ex situ c'est la synergie entre recherche et

développement qui est en question. C'est la prise en compte dans les futurs projets et initiatives de la nécessité de combiner les deux éléments pour atteindre cet effet synergique qui a démontré son efficacité. La participation des « véritables » gestionnaires de la biodiversité (agriculteurs, paysans etc.) est un élément clés de la réussite d'une approche de conservation in situ et une conservation pertinent ex situ. La participation des agriculteurs dans la phase de diagnostic et dans la phase de plantation des rejets de variétés de palmier dattiers en voie de disparition est un excellent exemple de ce que peut être une « conservation participative » de la biodiversité. L'autre intérêt de répliquer une telle démarche participative est lié à l'aspect fondamental de « l'utilisation durable des ressources phytogénétiques », cet aspect ne peut être conçu de façon efficace sans la participation des acteurs ruraux.

Les banques de gènes qui sont en projet dans les trois pays vont trouver ici une bonne base méthodologique et d'approche pour la conservation ex situ des variétés de palmier dattier, des inventaires ayant déjà été élaborés dans chacun des pays et cela peut profiter aux autres variétés végétales plus largement. La conservation ex situ doit tenir compte de plusieurs facteurs qui sont liés souvent à la pertinence de conservation de telle ou telle variété, elle doit tenir compte également un ordre de priorités où le chercheur ne doit pas être le seul à en définir l'ordre à moins qu'elle soit concertée avec les utilisateurs locaux du matériel végétal.

L'induction d'un changement au niveau politique et institutionnel est l'un des principaux acquis qui doivent être au centre des futures interventions dans ce domaine, les mesures prises en Algérie pour inciter à la plantation de variétés alternatives à Deglet Nour est un exemple éloquent de ce que peut être un changement de cette nature, ou encore les aides de l'Etat conditionnées par 20% de plantations autre que les variétés considérées souvent à tort comme étant à « haute valeur ajoutées ». ces changements sont longs à venir et nécessitent beaucoup de communication et de moyens humains et temporels.

La problématique de lutte contre la propagation de la maladie du « Bayoud » par la biodiversité est en soit un élément à répliquer dans les projets de même nature, reste que dans le cas du palmier dattier, aborder la problématique autour du végétal et des ses gestionnaires locaux et nationaux renvoie la problématique à un niveau bien plus important et plus significatif qu'est le « système oasien ». En effet, l'oasis dans sa structure ne peut exister sans le palmier dattier, le système prend en compte tous les facteurs influents sur la diversité biologique dans ces territoires riches en matériel biologique divers animal et végétal, mais également riche en savoir-faire traditionnel qui mérite d'être répliqué pour sauvegarder d'autres sites où les réformes consécutives ont entraînés des érosions culturelles et de savoir-faire, sans compter les érosions humaines et génétiques.

Renforcement de la dimension maghrébine pour le traitement des questions liées à la diversité biologique. Cette dimension doit s'inspirer du succès de la coopération et du partenariat « décentralisé » entre les agriculteurs, les corporations et les laboratoires de recherche. Ces collaborations ont souvent apportés de réponses trouvées chez le pays voisin ou de la région. La conception d'initiatives dans ce sens doit cependant faire l'objet d'une attention particulière au niveau de la répartition des rôles et des tâches.

L'équipe d'un projet participatif de cette nature nécessite des compétences managériales très prononcées et une bonne connaissance de l'approche en question. Un tel projet ne peut être géré de façon « administrative » comme c'est souvent le cas dans ce genre de projet. Les bailleurs de fonds recherchent de plus en plus des équipes décentralisées et détachées de la structure gouvernementale partenaire tout en confiant le projet à une institution Non gouvernementale voir même gouvernementale. Le projet confirme l'intérêt que peut susciter une telle approche.

La participation du secteur privé est également un élément à prendre en considération pour le succès de ce genre de projet qui touche non seulement aux aspects biodiversité du point de vue génétique et biotechnologique mais également du point de vue économique et social. Il est à considérer cette expérience comme pilote au niveau de son effort à aborder la question des forces du marché des dattes. Ceci est valable sur d'autres variétés et aspects de la biodiversité.

Liste des acronymes

PNDAR	: Programme National de Développement Agricole et Rural
FEM	: Fonds pour l'Environnement Mondial
IPGRI	: International Plant Genetic Resources Institute
PNUD	: Programme des Nations Unies pour Développement
INRA	: Institut National de la Recherche Agronomique
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
GRIS-SIPALM	: Base de données sur la Diversité Biologique
GEF	: Global Environment Facility
BSE	: Bureau du Suivi et d'Evaluation
OG	: Organisation Gouvernementale
GAR	: Gestion Axée sur les Résultats
ATLAS	: Système de gestion financière adopté par le PNUD, UNOPS, UNFPA
UNOPS	: United Nations Office for Project Services
PANAB	: Public Awareness Network for Agricultural Biodiversity
CRDA	: Commissariat Régionale pour le Développement Agricole

ANNEXES

- Annexe I :** La matrice d'évaluation produite
- Annexe II :** La liste de documents produits par le projet et des publications du projet
- Annexe III :** La liste de conventions signées dans les 3 pays
- Annexe IV :** Les listes des membres des comités directeurs nationaux du projet